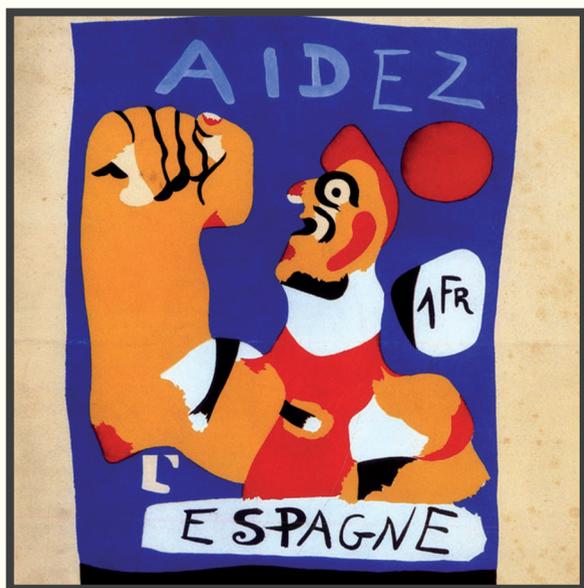


LA REVUE NOUVELLE



dossier

**Espagne,
l'infinie transition ?**

numéro

7

éditorial

Ce que la crise des réfugiés
doit nous apprendre

année des Utopies

En empruntant
les chemins d'Utopie

coopération Nord-Sud

Le solidaire et le populaire

LA REVUE NOUVELLE

ÉDITORIAL

Ce que la « crise » des réfugiés doit nous apprendre Albert Bastenier **2**

LE MOIS

Syndicats et conscience de classe Gilles Lantez **6**
La sherwoodisation ou l'obsolescence de la cité Bernard Van Asbrouck **9**
Crise en Chine. Un cadrage tiers-mondiste Xavier Dupret **12**
Année des Utopies.
En empruntant les chemins d'Utopie Bérangère Deprez, Paul-Augustin Deproost,
Axel Gosseries, Charles-Henri Nyns **15**

BILLET D'HUMEUR

La société des voyous Dan Kaminski **19**

dossier • ESPAGNE, L'INFINIE TRANSITION?

Introduction Cristal Huerdo Moreno **22**
La nuée indignée, ambitions et limites Antón Fernández de Rota **24**
Podemos, une nouvelle manière de concevoir la politique César Aguado Renado **31**
La guerre civile espagnole vue par la presse étrangère Florentina Rodrigo Paredes **37**
Guerre civile et dictature, une mémoire encombrante Cristal Huerdo Moreno **44**
Franco est mort il y a quarante ans Ángel Viñas Martín **51**

UN LIVRE

Het land dat nooit was, par Maarten Van Ginderachter,
Koen Arts, Antoon Vrints Geneviève Warland **59**

ARTICLES

Le solidaire et le populaire Bernard Duterme **64**
Littérature vietnamienne francophone.
Récits de vie et quête de soi Pham Van Quang **71**

ITALIQUE

Antichambre du crépuscule José Miguel Arranz **79**

Illustration de couverture : Juan Miró, affiche Aidez l'Espagne pour l'édition d'un timbre postal destiné à aider le gouvernement républicain espagnol.

Biographie des auteurs en fin de numéro
La Revue nouvelle applique la réforme de l'orthographe

Espagne, l'infinie transition ?

Introduction

La nuée indignée, ambitions et limites

**Podemos, une nouvelle manière
de concevoir la politique**

La guerre civile espagnole vue par la presse étrangère

Guerre civile et dictature, une mémoire encombrante

Franco est mort, il y a quarante ans

*César Aguado Renado, Antón Fernández de Rota,
Cristal Huerdo Moreno, Florentina Rodrigo Paredes,
Angel Viñas Martín*

Dossier coordonné par Cristal Huerdo Moreno

Espagne, l'infinie transition ?

Cristal Huerdo Moreno

2015 aura été une année électorale importante pour l'Espagne. Après les municipales et régionales de mai, les régionales catalanes de septembre, le dernier rendez-vous électoral est fixé en décembre.

Et l'enjeu est de taille : l'Espagne est en crise depuis 2007, le gouvernement PP, au pouvoir depuis 2011, s'est appuyé sur sa majorité absolue pour marquer le pays de son empreinte en détricotant les acquis sociaux, réformant profondément le droit pénal (notamment en adoptant une « loi bâillon¹ »), l'enseignement, le droit du travail, etc. Face à l'adversité, la société espagnole fait preuve de beaucoup d'inventivité et de courage. Refusant la résignation et la passivité, elle n'hésite pas à pallier les carences de l'État. Ce souffle nouveau s'est levé à la veille des élections générales de 2011 et a pris le nom des Indignés.

Dans son article, le sociologue et anthropologue Antón Fernández de Rota détaille les politiques conçues dans le cadre de ce mouvement contestataire, pacifique et dynamique

qu'il compare à une nuée. Un corps informe, mais puissant qui s'agrège pour mener une lutte précise et s'évanouit l'instant d'après. Cet élan nouveau vient du bas et s'oppose aux professionnels de la politique. Il s'incarne notamment dans des coalitions municipales issues de la société civile qui ont remporté les élections dans de nombreuses grandes villes espagnoles.

L'esprit de l'agora grecque qui refait surface en terre ibère, c'est aussi un groupe d'universitaires qui, au travers de processus participatifs particulièrement ouverts, décident de se lancer en politique sous la bannière Podemos.

César Aguado Renado, constitutionnaliste, nous présente ce parti qui a fait couler tant d'encre en Espagne et à l'étranger : sa naissance, son évolution, ses aspirations, mais également ses contradictions et sa sclérose.

Si l'Espagne contemporaine est confrontée au défi de l'avenir, il ne faudrait pas oublier à quel point son passé continue de la hanter, à la veille du quarantième anniversaire de la mort du dictateur. Quarante ans, c'est aussi la durée de la dictature commencée par le putsch de 1936.

¹ Voir Cristal Huerdo Moreno, « Espagne, laboratoire de la répression », *La Revue nouvelle*, 2015, n° 3, <http://bit.ly/1GtPTGL>.

Florentina Rodrigo Paredes, historienne, illustre la guerre civile par le regard que lui portent les presses anglaise, américaine et belge. Ainsi, l'on est frappé de voir comme les tergiversations des politiques d'hier face à un conflit interne font écho à celles d'aujourd'hui, comme l'intérêt particulier prime sur la légitimité politique, comme, de deux maux, le fascisme est préféré au communisme.

Cette histoire tragique continue de marquer l'Espagne contemporaine.

Cristal Huedo Moreno expose la manière dont la transition démocratique, plutôt que de se fonder sur un règlement des luttes passées et sur l'instauration d'une vision commune de l'histoire, s'est construite sur un pacte d'oubli. Ce refoulement collectif a progressivement fait place à de multiples instrumentalisation de la mémoire.

Cette question lancinante demeure aujourd'hui un défi à la démocratie espagnole, laquelle a plus que jamais besoin de faire la paix autour du passé.

C'est précisément la problématique qu'aborde l'historien Ángel Viñas Martín. Il présente les enjeux de l'historiographie de la guerre civile et de la dictature et les brûlants débats qu'elle suscite ; car, sous la cendre du passé, le feu couve toujours.

En effet, s'il ne manque pas d'études scientifiques de qualité, elles ne parviennent pas à fonder une vision consensuelle du passé. Passant en revue un ensemble d'ouvrages récents et indispensables, l'auteur montre combien, en Espagne, l'histoire récente demeure un sport de combat.

Au travers de ce dossier émerge l'image contrastée d'une Espagne, partagée entre de vieux conflits non résolus et une remarquable inventivité politique. L'Espagne vivrait-elle une infinie transition ? Inventant la démocratie de demain sans pour autant faire un sort à la dictature d'hier, elle occuperait une position paradoxale assez surprenante.

La nuée indignée, ambitions et limites

Antón Fernández de Rota

Les élections générales espagnoles prévues en décembre prochain marqueront une étape importante dans un processus d'évolution du paysage politique. Il ne s'agira pas seulement de renouveler les Chambres et de remettre en question le poids respectif des deux grands partis. Les enjeux sont bien plus considérables, car, depuis le 15 mai 2011 et l'émergence du mouvement des Indignés, la société civile espagnole a repris la chose publique en main. C'est en interrogeant le concept d'intelligence distribuée que l'on peut prendre la mesure des bouleversements en cours : mise en place d'alternatives électorales, questionnement des formes syndicales et contestation du rôle des partis, peu de secteurs de la vie politique échappent au bouillonnement qui agite l'Espagne.

L'histoire de la pensée politique est traversée de métaphores animalières. Son bestiaire comprend le gouvernement de bipèdes sans plumes d'un Platon ironisant sur la politique, le fameux Léviathan de Hobbes, ou encore les cyborgs combinant technique et biologie de l'actuel imaginaire cybernétique.

L'abeille et sa colonie trouvent naturellement leur place dans cette représentation cybernétique de la politique. L'agencement géométriquement homogène du groupe et l'automatisme mécanique de l'insecte, pensés au cours du XX^e siècle de manière dystopique, sont devenus les symboles du côté obscur du fordisme : discipline dans la chaîne de montage et cauchemar kafkaïen de la bureaucratie. Mais, à l'ère du postfordisme digital, l'abeille renaît libérée de

ses chaînes. Elle incarne les aspirations et les rêves — les leurres aussi — d'une liberté fondée dans l'interconnexion et la pollinisation, et d'une politique en réseau encore en quête de son propre programme.

Cette évolution suscite deux types de discours. Le premier est une dénonciation. On a dit que la nuée digitale et ses mobilisations éclairs étaient aussi dépourvues d'âme que de corps. On a dit qu'elles n'étaient que du bruit. On a dit qu'elles se méfiaient des leaderships forts pour se fonder sur un anonymat si contradictoire avec le narcissisme des internautes. On a affirmé que la nuée passe de l'action au pianotage dans les nuages, qu'elle prend les rues pour, sitôt réunie, se disperser, versatile. Cette dispersion n'est pas celle d'une foule prise

de panique, mais celle d'une multitude indifférente. Une fois leur intérêt commun évanoui, l'urgence envolée dans les nuages et les feux médiatiques éteints, chacune de ses particules regagne son profil, alvéole parmi les innombrables dont se compose la ruche des réseaux sociaux¹.

Antithétique, le deuxième discours fait l'apologie de la nuée et de l'intelligence collective ou, pour paraphraser Marx, du *general intellect*. En matière d'intelligence artificielle, on appelle « intelligence distribuée » la capacité à trouver des solutions collectivement sans suivre les diktats d'une autorité centrale ou les codifications d'un modèle prédéfini. En politique, l'intelligence distribuée de la nuée : « Si l'armée régulière est un corps armé unique dont les relations entre les unités sont organiques et centralisées, et si la guérilla est une meute de loups, disposant de groupes relativement autonomes agissant indépendamment ou en coordination, alors l'intelligence distribuée en réseau pourrait être imaginée comme un essaim d'abeilles ou une colonie de fourmis, soit un grouillement apparemment informe, mais capable d'attaquer un point déterminé depuis les flancs ou de se disperser jusqu'à devenir quasiment invisible². »

Pour rendre compte du cycle politique entamé en Espagne en 2011, il faut prendre au sérieux la politique de la nuée, en se gardant autant de la candeur que des préjugés. Et s'il y a une raison de ne pas la sous-estimer, c'est qu'elle a engendré un événement venu bouleverser l'échiquier espagnol : le mouvement des Indignés³.

1 | Il s'agit d'une critique récurrente. Voir Byung-Chul Han, *Dans la nuée. Réflexions sur le numérique*, Acte Sud, 2015.

2 | A. Negri et M. Hardt, *Multitud*, Debolsillo, [2004] 2006, p. 83.

3 | En Espagne, mouvement plus connu sous le nom de 15M, c'est-à-dire 15 mai, date à laquelle les Indignés ont lancé les campements sur la Puerta del Sol (NDT).

Agoras en ligne

Les Indignés font irruption dans un contexte de luttes concaténées quasi planétaires qu'on ne peut comparer qu'avec celles des « longues années 1960 » pour reprendre l'expression de Fredric Jameson⁴. Le Mai 1968 français, mais également les printemps tchécoslovaque, mexicain ou japonais, sont au cœur d'une époque courant de la fin des années 1950 à la fin des années 1970, soit de l'apparition des luttes de décolonisation et des mouvements pour les droits civiques aux États-Unis à l'effondrement des dictatures du sud de l'Europe et à la fin de l'« automne chaud italien⁵ ». On a alors parlé d'« une nouvelle gauche », d'une nouvelle vague de démocratisation, pour certains, un « excès de démocratie », et une crise générale de gouvernabilité⁶.

Comme à cette époque, c'est dans les périphéries du globe qu'ont éclaté les mouvements qui ont inspiré des modifications de la manière de faire de la politique en Europe et aux États-Unis. Dans les années 1960, le « tiers-mondisme » a donné naissance aux maoïstes occidentaux, la révolution indienne de Gandhi résonna avec force tant dans les communes contre-culturelles que dans des mouvements pacifistes et écologistes d'un type nouveau. Dans le cas présent, les idées ont voyagé du sud vers le nord à travers le mouvement altermondialiste dont le Chiapas est le centre mythique. Plus récemment, les Printemps arabes

4 | F. Jameson, « Periodizing the Sixties » dans Sohnyia Sayres (dir.), *The Sixties Without Apology*, University of Minnesota, 1984.

5 | À la fin des années 1960, l'Italie doit faire face à des mouvements de protestation d'une violence supérieure à celle expérimentée chez son voisin français. L'agitation du « mai rampant » se durcira durant l'« automne chaud » de 1969. Les affrontements, les morts et les attentats déboucheront sur « les années de plomb » (années 1970) (NDT).

6 | M. Crozier, S. Huntington et J. Watanuki, *The Crisis of Democracy, Report on the Governability of Democracies to the Trilateral Commission*, New York University Press 1975.

ont exporté vers le nord, si pas des idées, au moins des tactiques qui ont inspiré les Indignés : villages de tentes occupant des places au centre des villes et connexion au cyberspace.

Par ailleurs, la symbolique a ici toute son importance. En effet, les Indignés n'ont pas pris possession des places avec des drapeaux nationaux, ni même avec ceux des « nations sans État » brandis par les indépendantistes des quatre coins de la péninsule, et moins encore avec la bannière républicaine arborée contre la monarchie parlementaire. Oubliés faucilles, marteaux et autres outils rouillés, propres à un monde agro-industriel obsolète, icônes de vieilles idéologies révolutionnaires du XIX^e. Les premiers activistes, qui investirent la Puerta del Sol à Madrid, portaient des drapeaux égyptiens ainsi que d'autres symboles davantage en adéquation avec les temps nouveaux. L'évènement prit par surprise la gauche traditionnelle et ses organisations, plongeant ses partis dans une crise profonde et balayant les syndicats de l'actualité politique. La gauche n'est pas seulement arrivée tard : au cours des dernières années, elle a systématiquement éprouvé d'énormes difficultés chaque fois qu'elle a tenté de prendre position ou de porter les choses sur son propre terrain.

Les premiers Indignés s'enroulaient dans le drapeau égyptien, mais aussi dans l'islandais, ils cachaient leurs visages sous le masque de Guy Fawkes que s'étaient appropriés les activistes du réseau de hackers Anonymous. L'Islande incarnait le rêve d'une réponse alternative à la crise. Non seulement le pays avait emprisonné les banquiers plutôt que de sauver leurs banques avec de l'argent public, mais, s'appuyant sur la participation en ligne si chère aux hackers, il avait également entamé la réécriture de ses lois fondamentales. L'Égypte et sa place de la Libération (Tahrir) représentaient

l'autre versant du rêve : le contact intime des corps serrés sur les places, l'émergence d'agoras (au sens de la Grèce antique) faisant voler en éclat le cadre stato-national. L'hypothèse des Indignés sembla se confirmer lorsque, très vite, apparut sur l'acropole athénienne une énorme pancarte clamant « Peoples of Europe Rise Up ! ».

Deux points distinguent le mouvement des Indignés des autres expériences : son caractère constituant et, par-dessus tout, la focalisation sur la question démocratique. Peu avant, était apparu au Portugal l'impressionnant mouvement de la « Geração à rasca⁷ ». Dans les cas portugais et espagnol, il s'agissait d'un débordement de la gauche sous la forme d'une nuée portée, d'une part, par des jeunes sans filiation politique, dupés par les promesses du discours de la « classe créative⁸ » et succombant aux politiques d'austérité et, d'autre part, par des générations plus âgées qui voyaient s'écrouler leur univers de classe moyenne keynésienne et la protection de l'État-providence. Mais, à la différence des Portugais, il ne s'agissait pas de l'expression d'un *pouvoir destituant* — à la manière du « qu'ils s'en aillent tous » de l'insurrection argentine de 2001-2002 —, mais bien de la mise en place d'un *pouvoir constituant* afin de refonder la démocratie. Le mouvement ne se limitait pas à réagir à la crise en demandant des démissions et la réorientation des politiques économiques. Face à une situation économique alarmante, omniprésente dans les journaux télévisés, ce qu'il exigeait, c'était de refonder la démocratie.

7 | Littéralement : génération à la traîne. Le 12 mars 2011, quelque 300 000 Portugais sont descendus manifester contre les mesures prises par le gouvernement pour faire face à la crise (NDT).

8 | Concept, inventé par le géographe américain, Richard Florida, qui désigne la classe de travailleurs qualifiés, mobiles, connectés et urbains (NDT).

Les campements ont éclos dans quelque deux-cents centres urbains, interconnectés via une espèce de « Facebook pour activistes » créé par des *hacktivistes* et appelé N-1. Les occupants se vivaient comme des éléments d'une « intelligence collective ». La nuée affrontait ensemble la répression policière et répondait aux attaques médiatiques en temps réel. En parallèle, ses nombreuses commissions élaboraient des politiques dans presque tous les champs. Elles semblaient être en train de rédiger une nouvelle Constitution, accompagnée de réformes du système représentatif et d'ébauches de politiques publiques relatives à la dette, au monde du travail, aux questions urbaines, etc. Le *slogan* le plus répété fut en soi une déclaration d'intention : « Nous allons lentement car nous allons loin. »

En ce qui concerne la réplique américaine qui débuta avec *Occupy Wall Street* à l'automne de la même année 2011, Bernard Harcourt crut identifier la naissance d'une nouvelle rationalité politique antagoniste. *Occupy* n'était pas la *désobéissance civile* qui « respecte la norme légale dans la résistance et se place elle-même sous sa sanction », mais bien une *désobéissance politique*, qui défie les lois gouvernementales et « résiste aux modalités de gouvernement elles-mêmes⁹ ». Cette désobéissance n'avait pas pour objectif de créer un nouvel ordre social ou un parti qui l'instaurât, son but n'était pas tant d'offrir des solutions que d'ouvrir des possibilités. Mais la situation espagnole ne se résumait pas à cela. L'ambition était supérieure. Les Indignés cherchaient à dépasser les apories politiques de la nuée : ses difficultés à créer des structures et à construire une alternative politique à grande échelle, ainsi que sa fugacité, maintes fois critiquée. De là le

pari de créer une rapidité lente : « Nous allons lentement » — quand les événements se précipitent — pour atteindre notre objectif, « aller loin ».

En référence au processus qui, à la mort du général Franco, en 1975, fonda la transition démocratique, ils assumèrent le défi de promouvoir une « transition 2.0 ». Or, pour réinventer la démocratie, il fallait réinventer ses institutions. Ils débutèrent avec le syndicalisme, poursuivirent avec les partis, puis avec les municipalités, et enfin avec l'État.

Syndicat, parti et ville

Sous le franquisme, seul le syndicat vertical était légalement autorisé. Après la dictature, le syndicalisme renoua avec la pluralité sans retrouver sa puissance passée. Avant la guerre civile, la tension sur le lieu de travail trouvait un écho important dans les quartiers. Soutenues par les mutuelles ouvrières et les athénées culturels, des organisations comme la CNT ou l'UGT¹⁰ façonnèrent la vie des communautés populaires auxquelles elles offraient leur protection. Dans les années 1970, les syndicats et les associations de quartier empruntèrent des chemins divergents. Tous deux finirent désarmés, pris au piège du nouveau régime politique. À l'instar d'autres pays, les syndicats furent relégués au monde du travail — et plus spécifiquement de la fonction publique. Ils furent intégrés aux programmes du *workfare* néolibéral, à savoir l'encadrement des chômeurs dans des formations conditionnant l'accès aux allocations. En 2010, discrédités et confrontés à un taux de chômage de 20 %¹¹, ils appelèrent à la grève générale et subirent un échec cuisant.

De leur côté, les partis n'offraient pas d'alternative. Cela amena les Indignés, en mai 2011, à penser que le bipartisme

9 | B. Harcourt, « Political Disobedience » dans W.I.T. Mitchell, B. Harcourt, M. Taussig, *Occupy: Three Inquiries in Disobedience*, The Chicago University Press, 2013.

10 | Confederación Nacional del Trabajo (anarchistes), Union General de Trabajadores (socialistes) (NDT).

11 | Le taux a atteint un pic de 27 % durant le premier trimestre 2013.

serait mis en échec lors des élections générales de novembre. On ne peut camper éternellement, et l'été qui s'annonçait verrait probablement croître la démobilisation. « Aller lentement pour arriver loin » impliquait de programmer un retour après la période estivale. Ainsi abandonnèrent-ils les lieux centraux et symboliques qu'ils occupaient pour se disperser en nuée dans le tissu urbain et investir les quartiers. Par exemple, ils prêtèrent main forte aux Plateformes contre les expulsions immobilières (PAH)¹², les aidant à entraver les expulsions. Ils se servirent des réseaux sociaux pour forcer les syndicats à convoquer une grève générale. Celle-ci eut lieu en mars 2012 et, huit mois plus tard, elle fut relancée, dépassant cette fois le cadre étatique, pour s'étendre à d'autres pays du sud du continent. Mais c'est sur d'autres terrains que ce nouveau syndicalisme avait franchi les étapes plus innovantes.

Parallèlement aux PAH et au cyberactivisme dont les réseaux soutenaient le premier appel indigné, du mouvement des Indignés déferlèrent sur le pays des « marées » coordonnées et identifiées chacune par une couleur : la marée verte pour l'éducation, blanche pour la santé, etc. Les enseignants battaient le pavé aux côtés des parents et le personnel hospitalier aux côtés des patients. Dans ce « syndicalisme métropolitain », profession et lieu de travail cessaient de conditionner la participation au mouvement. Ainsi, la sphère syndicale s'étendait à nouveau au logement et au quartier, le tissu urbain devenait la nouvelle usine, et la nuée se substituait à la hiérarchie traditionnelle des syndicats professionnels. S'ils ne sont pas parvenus à créer une forme syndicale durable (même si les marées ont quatre ans), ils

ont néanmoins engrangé des succès qui leur ont permis d'asseoir leurs hypothèses et d'esquisser de nouvelles pistes pour la pratique syndicale.

Peu après et avec davantage encore d'intensité, le même phénomène toucha les partis. Au début de l'année 2014 en s'appuyant sur le populisme de Laclau, Podemos fit son entrée sur la scène politique par la porte des médias audiovisuels. Le parti prétendait reproduire la logique du 15M et lança un appel à l'auto-organisation en « cercles » à travers le pays¹³. L'idée était de créer un mouvement décentralisé qui, grâce aux nouvelles technologies, fonctionnerait comme une démocratie directe électronique, radicalisant ainsi les pratiques des Verts allemands des années 1980. L'enthousiasme et l'importante mobilisation pour le jeune parti lui permirent d'obtenir 8 % des voix espagnoles aux élections européennes de mai 2014. Les intentions de vote en sa faveur ne cessèrent de croître, lui permettant en quelques mois de talonner la première force politique du pays. De tous côtés, ce fut l'alarme.

Confrontées au déclin du bipartisme espagnol, secouées par d'incessants scandales de corruption, les élites au pouvoir passèrent à la contrattaque en lançant sur la scène médiatique une quatrième formation politique. Ciudadanos¹⁴ avait pour mission de fragmenter l'électorat susceptible de mener Podemos à la victoire. Une violente campagne médiatique fut lancée en appui, s'en prenant aux dirigeants du mouvement, lequel était confronté à de sérieux problèmes internes.

Si, au départ, Podemos s'inspira des méthodes de travail des commissions en réseau des agoras du 15M, très vite deux

12 | À ce propos, voir Cristal Huerdo, « Quel esprit ne bat la campagne ? Qui ne fait châteaux en Espagne ? », *La Revue nouvelle*, 2014, n° 4/5, <http://bit.ly/1jJS3gB> (NDR).

13 | À ce propos, voyez le texte de César Aguado dans ce dossier (NDT).

14 | Ciudadanos (Citoyens) est un parti de centre droit cantonné en Catalogne jusqu'il y a un an (NDT).

manières de faire de la politique s'affrontèrent : l'une privilégiant la verticalité et la centralité du pouvoir, l'autre préférant l'horizontalité et la pluralité¹⁵. Afin d'éviter que ce parti, créé de rien et à la va-vite, ne devienne chaotique et ingouvernable, il fut décidé que le camp rassemblant le plus de suffrages assumerait l'ensemble des postes de direction. Les tenants de la première option l'emportèrent, les autres restant sur le carreau. Le parti se polarisant, chaque section locale se scinda, donnant naissance à une espèce de structure bicéphale. Les militants sans mandat, mais qui, souvent, contrôlaient les « cercles », s'affrontaient aux mandataires fraîchement élus.

Au printemps 2015, les chances de Podemos d'arriver au gouvernement, même en coalition, étaient nulles. Selon le Centre de recherches sociologiques, les intentions de vote en leur faveur avaient chuté de 24 % en janvier à 16,5 % en avril, les plaçant au troisième rang, loin derrière les deux premiers partis et, partant, sans possibilité de gouverner. Survint alors un événement qui surprit tout le monde. À l'été 2014, les mouvements sociaux suscitèrent la création de partis-mouvement — ou, comme on les appela également, des « partis instrumentaux » — pour se présenter aux élections municipales sous une large coalition¹⁶. Leurs chances d'accéder au pouvoir étaient bien minces, même en comptant sur l'appui de Podemos et d'autres petits partis, excepté le cas de Barcelone, où l'activiste anti-expulsions Ada Colau finit par accéder au poste de bourgmestre.

Avant les élections municipales et régionales du 24 mai, personne n'aurait

pu prévoir que les partis-mouvements décrocheraient également Madrid et bien d'autres villes, telles que Saragosse, Cadix, Corogne, Saint-Jacques de Compostelle ou Badalona. Même Valence, fief historique de la droite, tomba aux mains d'une coalition de gauche. En revanche, Podemos se présenta en solitaire aux élections régionales et n'accéda au pouvoir nulle part.

Les partis-mouvements ont innové en matière de démocratie. À Barcelone et à Madrid, ils ont introduit un modèle de primaires avec suffrage proportionnel et selon une règle de parité de genres qui donnait une représentation à tous leurs courants internes. À d'autres endroits, comme à La Corogne, la liste visant à désigner le candidat à la mairie était entièrement ouverte. Inspirés par l'expérience de Porto Alegre (Brésil), ces partis se sont non seulement engagés à mettre en œuvre des budgets municipaux participatifs, mais ils ont également misé sur l'offre d'infrastructures aux mouvements sociaux et ont cherché à mettre en place un modèle plébiscitaire avec consultations quotidiennes et une décentralisation de la prise de décisions dans le tissu urbain. Dans le même temps, ils exigeaient une plus grande autonomie locale pour renforcer la démocratie de proximité. Parallèlement à la démocratisation de la *polis*, ils lancèrent un programme choc destiné à faire face au drame des expulsions et au chômage et visant à créer à terme un système de « revenus de base » municipaux.

Inspirés par le succès électoral de ces expériences municipales et ulcérés de la manière dont Podemos avait dressé ses listes électorales internes en vue des prochaines élections nationales, des mouvements de la société civile et des formations de gauche décidèrent en juillet 2015 de se coaliser. Cette initiative citoyenne reçut le nom de *Ahora*

15 | Pablo Iglesias était à la tête de la première et Pablo Echenique à celle de la seconde (NDT).

16 | Voir Observatorio Metropolitano, *La apuesta municipalista*, Traficantes de Sueños, 2014. Il s'agit d'un court essai programmatique élaboré sous l'égide de la Fundación de los Comunes dont le contenu allait fortement influencer le mouvement municipaliste.

en *Común*¹⁷ L'idée était de déclencher une nouvelle mobilisation et un sursaut médiatique et, s'affranchissant du nom déjà usé de Podemos, de dépasser son plafond électoral. Il ne s'agissait pas de lui contester son rôle principal, mais d'élaborer des propositions réalistes en vue des élections nationales de décembre.

Conclusion provisoire

Il est impossible de prévoir le résultat des prochaines élections nationales. Une chose est cependant certaine : quel que soit le parti qui l'emportera, il ne disposera pas de la majorité et sera contraint de former des coalitions ou de s'appuyer sur un réseau de soutiens, ce qui condamnera son gouvernement à l'instabilité.

Le cycle politique est loin d'être achevé, surtout si l'on tient compte de la vulnérabilité du projet européen et des turbulences liées au contexte financier global. Depuis 2008, le PIB du pays a chuté de 15 %. Les politiques d'austérité ont considérablement fragilisé l'État-providence, tandis que les ressources des familles se sont amoindries. Tout semble indiquer que la croissance économique des derniers mois, pour l'essentiel directement liée à la stratégie de la BCE de l'année écoulée, ne durera pas longtemps et que le pays entrera probablement dans une nouvelle récession. À cet égard, une sortie nationale de la crise semble parfaitement improbable. L'issue nécessitera une action commune transnationale qui forcera la reconfiguration du concert européen.

« Aller lentement pour aller loin » fut le slogan de la nuée en 2011. Ce « loin » désignait l'horizon européen et impliquait que la crise soit l'occasion d'une réinvention de la politique et non de la simple mise en place de politiques réactives. En chemin, comme on l'a dit, la nuée s'est réapproprié le répertoire démocratique, redéfinissant le rôle des syndicats, la relation entre partis et mouvements et même la *praxis* municipale. Pourtant, la primauté donnée aux campagnes électorales et aux stratégies visant la conquête du pouvoir (surtout au niveau national) a miné les dynamiques expérimentales. À ce propos, le discours s'est imprégné de pragmatisme et de marketing politique, limitant par là même la pression démocratique à la réorganisation du parti. Le programme politique est resté en jachère.

Indépendamment du verdict des urnes en décembre, les politiques de la nuée sont face à un défi : développer leurs modèles et avancer dans l'institutionnalisation de leurs expérimentations politiques. Il ne s'agit pas seulement d'améliorer la forme et d'institutionnaliser les nouvelles fonctions syndicales ainsi que la forme du parti-mouvement, mais aussi de définir leurs programmes. Il faut extraire de la rationalité collaborative, ouverte et pollinisatrice de la nuée, la raison gouvernementale, colonne vertébrale d'un nouvel ensemble de politiques publiques. Ce n'est ainsi qu'au prix d'une double institutionnalisation des formes et des politiques que la nuée finira par se donner à elle-même un corps politique suffisamment articulé.

Traduit de l'espagnol par Marie-Anne Henneuse
et Cristal Huerdo Moreno

17 | Maintenant en commun (NDT).

Podemos, une nouvelle manière de concevoir la politique

César Aguado Renado

Sur fond d'une longue et éprouvante crise économique, d'un croissant mécontentement populaire et d'un dynamisme politique renouvelé de la société civile est né un nouveau parti. Podemos se nourrit d'une radicalisation de la gauche et du soutien d'intellectuels progressistes du monde entier. Son premier succès électoral aux européennes a ébranlé le vieux bipartisme espagnol. La perspective de nouvelles élections, la mise en place de processus programmatiques et de listes électorales ainsi que la tenue d'innombrables débats ont marqué l'Espagne. Ce n'est pas une fiction politique, c'est la réalité de l'année écoulée.

En un peu plus d'un an, le système politique et électoral espagnol a subi une transformation que ni les politologues ni les observateurs de la société n'auraient pu imaginer, eux qui interviennent sans compter aux quatre coins du pays. Ne parlons bien entendu pas des politiques ; s'ils avaient prévu cette transformation, ils auraient essayé de lui faire barrage puisqu'elle a fini par causer leur éviction. Elle prend pour forme essentielle l'émergence de deux nouveaux partis politiques : Podemos et Ciudadanos. Si, pour des raisons qui ne peuvent être abordées ici, il semble probable que ce soit le deuxième qui finisse par avoir le plus grand effet sur l'exercice effectif du pouvoir, en tant que phénomène politique, et plus spécifiquement du point de vue de la théorie démocratique, c'est le premier, Podemos, qui retient l'attention.

Une première preuve remarquable de cet intérêt fut la sympathie évidente que Podemos a suscitée au sein de l'intelligentsia internationale progressiste ou de gauche. Une deuxième fut, après un éclatant et surprenant premier verdict des urnes (aux européennes de 2014), la signature par une trentaine d'intellectuels d'un manifeste de soutien au jeune parti¹. Parmi les signataires figurent, entre autres, Noam Chomsky, Slavoj Žižek, Antonio Negri, Eduardo Galeano (décédé peu de temps après), Owen Jones, Ken Loach, Naomi Klein ou encore Chantal Mouffe (veuve d'Ernesto Laclau, personnage clé de la fondation de Podemos et mort récemment). Et, bien qu'ils ne figurent pas sur la liste, Boaventura dos Santos, Krugman, Flores d'Arcais et d'autres intellectuels importants dont les enseignements inspi-

1 | <https://apoyointernacionalapodemos.wordpress.com>.

rèrent Podemos ont, au travers de leurs articles, rendu compte du phénomène et, le cas échéant, indiqué leur affinité avec ses prises de position.

Le soutien de ces intellectuels à Podemos n'est pas qu'une question de proximité idéologique, même si elle tombe sous le sens. Elle a également beaucoup à voir avec la veine populaire de ce parti, perceptible dans sa création, son fonctionnement et dans ses engagements concrets : marqué par un important mouvement populaire, ses positions internes et ses listes électorales sont choisies par le biais de primaires ouvertes ; son agenda politique est façonné au contact des opinions populaires exprimées au sein de « cercles » ; il refuse tout recours à des prêts bancaires pour son financement et s'engage par ailleurs à publier sa comptabilité en ligne. Il prévoit la possibilité de révoquer les nominations et la limitation des mandats, des privilèges et des salaires. On le voit, des innovations concrètes distinguent Podemos des partis traditionnels.

La naissance de Podemos

Podemos naît d'un mouvement populaire spontané qui s'organise en réponse à la grave crise économique qui frappe l'Espagne de plein fouet, ébranlant ses classes moyennes, sans oublier bien sûr les secteurs les plus défavorisés ; un véritable tremblement de terre dont la puissance provoque des répliques dans le monde entier (voyez le mouvement Occupy Wall Street²). L'articulation de ce mouvement est menée par de jeunes professeurs d'université de la gauche radicale, politologues et économistes. À la tête de ce groupe, on trouve Pablo Iglesias, né en 1978 au sein d'une famille madrilène de gauche. Jeune militant du Parti communiste d'Espagne (PCE), il obtient, après de brillantes études de droit et de sciences politiques, son

doctorat grâce à une thèse qui explique l'influence qu'a exercée sur sa pensée la doctrine de Gramsci. Fort d'une esthétique progressiste caractéristique (il n'est pas rare que certains commentateurs fassent référence à sa queue-de-cheval), il possède des compétences médiatiques (tranquillité du discours, message documenté, réactivité, qualités oratoires) plus que remarquables³.

Podemos (« Nous pouvons »), nom choisi pour le parti, est un terme hautement évocateur en politique, comme l'a montré l'élection du président Obama (*Yes, we can*). Outre la particularité de son origine, la nouvelle formation se distingue par un *modus operandi* ouvert et hautement participatif. Ainsi, les délibérations et les discussions sur les positions du parti se tiennent dans des cercles (repris dans son logo), à savoir des assemblées volontaires de personnes, dont on n'exige pas d'affiliation au parti, motivées par la perspective de la modification démocratique de la société. Podemos se structure autour d'une assemblée citoyenne qui réunit tous ses membres⁴ et où sont adoptées les « grandes décisions », tandis que ses organes de direction (significativement dénommés : Conseil citoyen, Commission des garanties démocratiques, Secrétariat général) sont élus lors d'élections primaires sur des listes ouvertes.

Les élections européennes, un succès stratégique

C'est donc ce type de parti politique qui a été constitué en janvier 2014, avec les élections européennes du 25 mai de

3 | De fait, il a suivi un master en communication, lors duquel il a eu pour enseignants Žižek et Agamben, comme il le raconte dans son ouvrage *Disputar la democracia. Política para tiempos de crisis*, publié aux éditions Akal (Madrid, 2014), préfacé par Alexis Tsipras.

4 | Actuellement selon son site web, le parti compte environ 50 000 membres. C'est un chiffre important pour un mouvement aussi jeune et pour un pays où l'affiliation politique et syndicale est traditionnellement peu élevée.

2 | Voir à ce propos l'article Antón Fernández de Rota dans ce dossier.

la même année en ligne de mire. Il y a obtenu un résultat surprenant : pratiquement 8 % des suffrages (1,25 million) et cinq députés européens, ce qui en fit la quatrième des dix formations politique ayant obtenu une représentation. C'est un évènement quasi inédit dans un panorama politique comme celui de l'Espagne³. En effet, il avait montré durant près de trois décennies une stabilité extraordinaire des participants au pouvoir. Ce n'est qu'au prix d'intenses efforts et de beaucoup de patience que l'une ou l'autre formation nouvelle avait réussi à s'y faire une place.

Pablo Iglesias lui-même, après avoir reconnu que les aspirations initiales de sa formation « étaient modestes » et qu'il n'avait jamais été envisagé d'« arriver si loin », explique, pourtant, que ce résultat ne fut celui ni du hasard ni d'une réaction populaire spontanée face aux forces politiques traditionnelles. Dans une revue de gauche anglophone, Pablo Iglesias affirme que son action s'est fondée sur deux éléments⁵. Le premier est l'expérience latino-américaine de la « décennie gagnée⁶ » (élément très important au regard de ce qui se dira plus loin). En effet, dès 2011, les futurs fondateurs de Podemos évoquaient une « latino-américanisation » de la périphérie de l'Eurozone, pointant le fait que « l'analyse de l'évolution de l'Amérique latine [...] offrait des outils théoriques pour analyser la réalité de la crise espagnole ». Ils se réfèrent également à la « voie populiste » comme « nouvelle structure d'opportunité politique », telle que théorisée par Ernesto Laclau, politologue argentin et professeur à l'université d'Essex, mort l'an dernier.

Le second élément est un important recours à la télévision qu'il considère comme le « terrain de production idéologique le plus fondamental », ses plateaux étant devenus les « véritables parlements ». Ainsi, les programmes de télévision locale qu'il a dirigés (La Tuerka pour commencer, puis Fort Apache) ont été conçus comme un terrain d'entraînement au maniement des médias nationaux : « Depuis mai 2013 [...], j'étais en permanence présent dans les médias », raconte Pablo Iglesias.

Outre ce qui précède, la direction de Podemos a développé une stratégie visant à obtenir les meilleurs résultats électoraux par la maîtrise du discours politique. Pour Pablo Iglesias : « En politique, celui qui détermine le lexique, détermine en bonne partie les résultats. » Le plus célèbre des termes utilisés par la nouvelle formation est celui de « caste ». Il désigne l'ensemble de la classe politique et économique qui, depuis la Transition espagnole (du régime de Franco au régime constitutionnel), possède le pouvoir effectif et l'utilise à son seul profit. Une classe qui, selon eux, s'est maintenue jusqu'à aujourd'hui ; c'est elle qu'il faut priver de ses privilèges et de son accès privilégié aux ressources publiques.

Ce qui est surtout novateur, c'est l'usage du terme « caste » pour fonder un nouveau récit politique dans lequel le clivage gauche-droite est obsolète. En effet, ce clivage classe Podemos dans la gauche radicale, positionnement trop lourd de sens pour gagner les faveurs de la majorité de l'électorat espagnol, lequel est majoritairement centriste, selon les sondages. C'est pourquoi Pablo Iglesias a tenté de redéfinir le centre comme une centralité politique, « La centralité n'est pas le centre » est le titre d'un de ses plus fameux billets de blog⁷. Il y exhorte à remplacer l'ancienne dichotomie idéologique par l'opposition entre démocra-

5 | P. Iglesias, « Understanding Podemos », *New Left Review*, mai-juin 2015, n° 93, p. 7-22. C'est de cet article que sont tirées les citations qui suivent.

6 | La décennie gagnée, par opposition à la « décennie perdue » des années 1980, fait référence aux dix premières années du XXI^e siècle qui ont vu l'Amérique latine faire des progrès sociaux importants et jouir d'une forte croissance économique (NDT).

7 | <http://bit.ly/1GDYOFI>.

tisation et absence de démocratisation de l'économie. Il y tente de remplacer les termes gauche et droite par de nouvelles oppositions, telles que nouveau-ancien, du haut-du bas, caste-gens, qui contribuent à approfondir l'idée de nouveauté, de différence par rapport aux recettes politiques habituelles.

C'est à partir de cette idée que le leader de Podemos déduira l'obsolescence et, partant, l'inefficacité de la social-démocratie, illustrée par l'impuissance des gouvernements espagnols antérieurs face à la crise. Le dépassement de la social-démocratie est, selon les promoteurs de Podemos, une des raisons de la nécessité du nouveau parti.

Enfin, un dernier aspect de la stratégie de Podemos consiste à éviter délibérément les grands thèmes (monarchie ou République, questions mémorielles, etc.) faute d'un « appareil institutionnel ». En son absence, pour Pablo Iglesias, cela n'a aucun sens de perdre du temps et de s'aliéner la majorité des électeurs qui n'est pas « de gauche ».

Aux municipales sans sa propre marque

L'aspect novateur de Podemos, au regard des partis traditionnels, ne se limite pas à l'énumération reprise ci-dessus. En effet, il faut parler ici d'une innovation pratique encore plus importante : les modalités de leur participation aux élections municipales du 24 mai dernier. Si, aux élections européennes de 2014 ainsi qu'aux régionales (concomitantes aux municipales), Podemos s'est présenté sous sa marque, en revanche, aux municipales, il s'est dilué dans des listes composées de candidats issus d'horizons politiques variés : mouvements sociaux, comités de quartier, écologistes et petites formations de gauche.

La raison qui présida ce choix fut le manque d'ancrage d'un si jeune parti dans plus de 8 000 communes espagnoles, l'empêchant de se présenter

dans nombre d'entre elles. Les fruits de cette stratégie varièrent selon les municipalités et ne furent peut-être pas à la hauteur des attentes, mais les listes électorales comprenant des membres de Podemos obtinrent rien moins que les villes de Madrid, de Barcelone, de Valence et de Saragosse. De la sorte, même si les bourgmestres de ces deux villes n'appartiennent pas à Podemos, on ne peut pas considérer la stratégie de ce parti comme un échec.

C'est sûrement la raison pour laquelle elle a été répétée pour les élections régionales catalanes de septembre dernier où les listes auxquelles participait Podemos ont obtenu des résultats plus faibles que prévu.

Un panorama loin d'être idyllique

Mais cette brève *success story* politique, pratiquement inexorable, prête le flanc à la critique. Lors des élections municipales et régionales anticipées en Andalousie (mars 2015), les résultats engrangés, sans être mauvais, ne comblèrent pas les attentes initiales. Et, à l'heure d'écrire ces lignes, les sondages, notamment ceux du prestigieux Centre de recherches sociologiques (CIS), révèlent que Podemos accuse une baisse notable dans les intentions de vote, comme si le bipartisme, tant décrié et si intrinsèquement lié au système électoral espagnol, se refusait à mourir.

Certes, il faut prendre en compte certains facteurs, comme les réticences d'une grande partie de la société espagnole vis-à-vis du jugement négatif qu'a Podemos sur la Transition⁸, ou comme son impossibilité, faute d'appareil institutionnel, à se prononcer sur de grandes questions⁹ alors qu'il a déjà conquis des

⁸ | Podemos fait remonter les origines de la « caste » à la Transition, tandis que la majorité de la société espagnole continue de percevoir cette dernière et le consensus qu'elle a instauré comme le socle de la démocratie, jalon historique malgré tous ses défauts.

⁹ | En particulier, l'épineux problème du séparatisme catalan.

communes et des parlements régionaux. Mais il n'en demeure pas moins que se fait jour des difficultés internes et une usure du pouvoir.

Ainsi, d'une part, des dissensions internes importantes ont vu le jour. Elles concernent en premier lieu la définition des stratégies à adopter, notamment en termes de radicalité du programme électoral. Cet écueil a conduit à l'exclusion de la direction du parti, d'un de ses fondateurs les plus importants¹⁰. En deuxième lieu, ces dissensions ont trait à la définition du rôle du leader et de son hégémonie idéologique. Troisièmement, elles ont porté sur l'alternative entre une participation aux scrutins en solitaire ou en cartel avec d'autres force ou mouvements. D'autre part, quelques incohérences frappantes dans le programme du parti ont été mises au jour, comme la transformation de la revendication initiale d'un revenu de base en une plus modeste — mais plus réaliste — proposition d'un revenu garanti aux foyers précaires ou sans revenus.

Cependant, la réticence la plus pertinente, émise non seulement par les adversaires politiques et les médias conservateurs, mais aussi par de prestigieux confrères universitaires qu'on ne saurait suspecter de conservatisme¹¹, concerne la relation qu'entretiennent les dirigeants de Podemos avec les régimes dits « boliviens » d'Amérique latine, qui ne sont pas précisément des modèles de libertés, au premier rang desquels, le Venezuela. La crédibilité de Podemos et de ses dirigeants a fortement pâti du redressement fiscal imposé à l'un d'eux à la suite de sa rétribution comme conseiller de ces régimes, ainsi que de l'embarras face aux questions portant sur les politiques menées par ces pays,

tout particulièrement celles du président vénézuélien en matière de libertés et de sécurité¹². En cette matière, le PP et les médias ont beau jeu d'agiter l'épouvantail de la situation calamiteuse du Venezuela pour effrayer les entreprises nationales et étrangères et, de manière plus générale, pour faire apparaître Podemos comme un danger.

Podemos, phénomène politique d'importance ?

Malgré ces critiques, il faut reconnaître que l'électrochoc causé par Podemos a contraint les autres partis à renouveler leur message et à agir en interne contre la corruption. Il les a également amenés à accorder un intérêt sensiblement accru aux revendications sociales.

Mais l'influence singulière du phénomène Podemos pourrait s'avérer également considérable hors des frontières espagnoles. Actuellement, il semble bien improbable que ce parti finisse par remporter la majorité au Parlement et que son leader accède à la présidence, comme ce fut le cas de Syriza et de Tsipras en Grèce. Mais il n'est nul besoin qu'il accède au sommet de l'État pour créditer Podemos de ses succès et de son importance. En effet, les conséquences de la crise économique européenne demeurent désastreuses, et les débats autour des inégalités et de la nécessité d'une meilleure redistribution des richesses sont plus actuels que jamais. Ce contexte fait émerger des forces qui défendent des politiques économiques à mille lieues de l'orthodoxie, connues sous le nom d'austéricides et qui dénoncent comme injustes les systèmes actuels en ce qu'ils bénéficient aux classes favorisées et lèsent le reste de la population.

10 | Juan Carlos Monedero, cofondateur et numéro trois de Podemos a démissionné le 30 avril 2015 (NDT).

11 | Dans divers articles publiés dans *El País*, surtout A. Elorza, mais aussi E. Gil Calvo ou Santos Juliá.

12 | Cela apparaît au grand jour lors du vote de résolutions parlementaires appelant à la libération des détenus politiques vénézuéliens, Podemos s'abstient.

Ces forces politiques peuvent être d'extrême droite et xénophobes (le cas le plus connu est celui du FN français, mais il existe des équivalents en Allemagne, en Italie, au Royaume-Uni ou aux Pays-Bas). Mais elles peuvent aussi se placer dans la ligne de Podemos. Outre l'exemple grec de Siryza, on peut citer Cinque Stelle en Italie ou le Meilleur parti islandais qui emporta la municipalité de Reykjavik en 2010. D'une importance toute particulière est également l'élection récente à la tête du Labour Party, d'un Jeremy Corbyn bien connu pour ses positions radicales de gauche.

Certes des formations partageant la même idéologie peuvent s'influencer mutuellement. Si Podemos obtient un résultat suffisamment bon aux prochaines élections générales, il pourrait acquérir un poids non négligeable dans ces jeux d'influences réciproques. Mais, si tel n'était pas le cas, tout laisse à penser que cette expérience novatrice deviendrait insignifiante.

Traduit de l'espagnol par Marie-Anne Henneuse,
Ana María Primo et Cristal Huerdo Moreno

La guerre civile espagnole vue par la presse étrangère

Florentina Rodrigo Paredes

Après le succès du soulèvement militaire du 18 juillet 1936, la montée au pouvoir du *caudillo* est suivie avec intérêt par de nombreux pays dont les États Unis, la Grande-Bretagne et la Belgique. Comment ces pays démocratiques traitent-ils la situation en Espagne et quel regard portent-ils sur le général Franco ? Voient-ils dans l'avancée des troupes rebelles en Espagne une réelle menace de la victoire du fascisme en Europe ? Comment se situent-ils par rapport au pacte de non-intervention dans la guerre espagnole ? En observant la guerre civile espagnole à travers les *Bulletins périodiques* de presse étrangère, outre le traitement journalistique de ces événements, c'est aussi le fonctionnement politico-diplomatique que l'on découvre. Des positions qui restent partagées entre impartialité, regard extérieur, méfiance et craintes autour d'un conflit d'envergure européenne, voire internationale.

Dans la nuit du 17 au 18 juillet 1936 se déclenche en Espagne une insurrection militaire qui aboutira à la chute du gouvernement du Front populaire de la Seconde République espagnole. Le conflit s'enlise pendant trois ans et des puissances étrangères viennent en aide aux deux camps : l'URSS soutient les républicains, l'Italie et l'Allemagne les nationaux. À l'issue de ces trois années, les nationaux, dirigés par le général Franco, remportent la victoire le 1^{er} avril 1939.

Publiés par les ministères de la Guerre et des Affaires étrangères français depuis 1916, les *Bulletins périodiques* passent en

revue l'actualité, traduite au besoin en français¹, et accordent une large place au traitement politique de l'information et à sa dimension internationale. Ils apparaissent ainsi comme une source de référence sur le traitement journalistique de la guerre civile espagnole et nous offrent une réelle « photographie » de l'actualité internationale et une synthèse des attitudes et positionnement de la plupart des pays sur ce conflit.

¹ Les *Bulletins* comprennent des traductions des articles originaux. La qualité de la traduction est variable et manque parfois de nuance.

La presse britannique

Le Royaume-Uni ne prend aucune position sur le conflit espagnol dans un contexte européen marqué par la montée du fascisme et la frilosité des démocraties. En effet, les Britanniques ne souhaitent pas voir se développer de relations hostiles avec l'Allemagne et l'Italie. Au début de la guerre, la presse britannique dénonce la présence communiste dans les rangs républicains et pointe son rôle néfaste en Espagne, face à un gouvernement qui semble avoir capitulé.

Le *Daily Telegraph* du 3 août 1936 indique : « Le cours des événements met le gouvernement de plus en plus sous la coupe des éléments extrêmes du communisme. Ceux-ci représentent une partie si importante de ses troupes que le pouvoir leur appartiendra s'il remporte la victoire. Il est plus facile d'armer une populace que de lui demander ensuite de désarmer². »

Le 5 août, le *Times* s'interroge d'ailleurs sur le désordre régnant en Espagne et sur l'origine possible de ce conflit, augurant un avenir bien sombre pour le pays. En effet, d'un côté, le gouvernement n'a plus d'autorité. De l'autre, on trouve une Église engagée dans une contre-révolution culturelle aux côtés d'une partie de l'armée menée par les généraux Franco et Mola. Selon le journal, ces derniers n'ont ni « flair ni de capacité politique, et entre ces deux extrêmes, le marxisme et le militarisme, le système parlementaire s'est effondré³ ».

Après s'être interrogée sur les origines et la situation au début de la guerre civile, la presse britannique s'attache particulièrement au respect du principe de non-intervention dans ce conflit, mais elle ne se fait guère d'illusion. Le

Times du 8 septembre salue la politique de non-intervention décidée par Léon Blum. Il présente aussi une opinion britannique largement « opposée à prendre parti pour l'un ou l'autre camp ». Il met également en garde contre une « simplification trompeuse » du conflit réduit à un affrontement entre communiste et fasciste au niveau européen.

La presse britannique reste critique envers le camp républicain comme le montrent le *Daily Telegraph* et le *Times*. Le *Morning Post* du 5 octobre, fidèle à sa ligne éditoriale plutôt de droite, se félicite du choix de Franco comme chef des nationaux et n'hésite pas à critiquer les partis de gauche : « Les pédants qui refusent d'admettre qu'un gouvernement non basé sur un Parlement élu par le suffrage populaire puisse être bon condamneront sans doute les projets du général comme étant réactionnaires. Mais cette condamnation ne peut guère être prononcée par nos socialistes et nos travaillistes qui trouvent tant de choses, non seulement à tolérer, mais encore à louer dans la politique actuelle de la Russie⁴. »

Pour la presse britannique, la politique de non-intervention reste fondamentale. Le *Yorkshire Post* du 9 octobre indique que l'absence de prise de position est la meilleure solution : « Il nous est impossible de sympathiser politiquement avec l'un ou l'autre des partis aux prises parce que tous deux représentent une négation complète de tous les principes de gouvernement que nous honorons et défendons et surtout de l'esprit de tolérance qui est essentiel à toutes nos idées de la vie publique⁵. »

Cependant, les titres de la presse de gauche, comme le *Daily Herald*, le *News Chronicle* et le *Daily Worker*, soutenus

2 | *Bulletin périodique de presse anglaise*, 26 juillet au 31 août 1936, p. 10.

3 | *Ibidem*.

4 | *Bulletin périodique de presse anglaise*, 5 au 28 octobre 1936, p. 2.

5 | *Ibidem*.

parfois par des journaux libéraux comme le *Manchester Guardian*, souhaitent une intervention : « Nos sentiments, écrit le *Daily Herald* (6 octobre 1936) — ceux de tous ceux qui croient en la démocratie — sont profondément engagés. Car la lutte qui se livre en Espagne existe entre la démocratie et un type de fascisme particulièrement brutal et réactionnaire. Nous désirons donc ardemment l'intervention — et une intervention poussée jusqu'au bout. »

Au fil de l'évolution de la guerre civile, la presse britannique s'inquiète des intérêts économiques de la Grande-Bretagne. Un article du *Morning Post* du 23 juillet 1937 s'en fait l'écho. Le constat semble sans appel : une entreprise telle que la Société des mines de Río Tinto obtient de meilleurs résultats de production lorsqu'elle est placée sous le contrôle franquiste. On voit bien qu'une partie de la presse britannique ne verrait pas d'un mauvais œil une Espagne franquiste. Les mêmes préoccupations sont observées en 1938 lorsque le correspondant du *Times* fait état, dans un article en date des 21 et 22 avril, de la future organisation de l'Espagne avec un « général Franco [qui] concentre tous les pouvoirs entre ses mains, ce qui assure une unité complète à son gouvernement⁶. »

Au début de l'année 1939, l'armée républicaine est en passe d'être battue. Le 14 février, Neville Chamberlain annonce, devant la Chambre des Communes, que le gouvernement britannique est prêt à reconnaître le gouvernement du général Franco avec l'accord du gouvernement français, tandis que ce dernier est encore hésitant.

Le *Times* du 15 février dénonce la prudence française : « Officiellement l'affaire en reste là. On est un peu déçu que rien de plus net ne soit parvenu

de Paris, mais on se rend bien compte ici que la Grande-Bretagne est pour beaucoup de raisons — politiques aussi bien que géographiques — mieux placée pour faire les premiers pas que ne l'est la France en ce moment⁷. »

Le 20 février, le *Times* parle d'un gouvernement républicain devenu fantôme. Trois jours plus tard, il annonce : « Le gouvernement britannique estime en conséquence que la reconnaissance du général Franco est le meilleur moyen d'arrêter le massacre et de permettre la reconstruction de l'Espagne ». Dès après l'annonce de cette reconnaissance, le 27 février, devant la Chambre des Communes par Neville Chamberlain, le *Manchester Guardian* du 28 février est intraitable et titre « La reconnaissance d'un rebelle ». Il continue d'ailleurs sa critique dans son numéro du lendemain : « Un gouvernement britannique, complètement aveugle à ce qui est légitime et légal, a laissé disparaître en Europe un gouvernement dont les idées étaient semblables aux siennes⁸. »

La presse américaine

La presse américaine s'intéresse tôt aux événements en Espagne. Mais plus encore que de la situation intérieure espagnole, l'opinion américaine se préoccupe des répercussions que la guerre civile peut avoir en Europe. Dans les *Bulletins périodiques* de presse américaine, on observe surtout le point de vue de trois journaux, le *Baltimore Sun*, le *Washington Post* et le *New York Herald Tribune*.

Dès le début du mois d'août 1936, la majorité des quotidiens ont souligné la nécessité de limiter le conflit et ont approuvé l'initiative de non-intervention prise par le gouvernement français. Malgré cette neutralité, le *N. Y. Herald Tribune*, dans son édition du 5 sep-

6| *Bulletin périodique* de presse anglaise, 13 avril au 22 mai 1938, p. 13.

7| *Bulletin périodique* de presse anglaise, 3 février au 5 avril 1939, p. 4.

8| *Ibidem*, p. 6.

tembre, félicite le grand courage dont fait preuve le Front populaire dans son combat contre les forces militaires dirigées par le général Franco. Si le journal reconnaît la dévastation et les crimes perpétrés par les deux camps, une large empathie est clairement exprimée pour le camp républicain⁹. À son tour, le *Baltimore Sun*, dans son édition du 6 septembre exprime déjà une grande certitude : le peuple espagnol vient de perdre le libéralisme et la démocratie. Le journal va plus loin dans l'analyse de la situation craignant l'établissement d'une dictature quel que soit le camp qui l'emporte : « Ce qu'on peut prévoir, avec une certitude raisonnable, c'est que l'espoir de gouvernement libéral en Espagne, qui fleurit avec la chute de la dictature de Primo de Rivera et la fuite d'Alphonse XIII, appartient maintenant au passé. Si le fascisme l'emporte sur le champ de bataille, il y aura une dictature [...] Si le socialisme et le communisme militants l'emportent, il y aura aussi une dictature [...] De nouveau, le libéralisme et la démocratie ont disparu d'une nation européenne¹⁰. »

À partir de 1937, la guerre civile espagnole commence à manquer d'intérêt pour la presse américaine. Seuls les événements les plus marquants sont relayés et commentés (c'est le cas notamment du bombardement de Guernica en avril 1937). Un peu plus tard, le 1^{er} mai, l'administration Roosevelt prend des mesures et impose un embargo sur les armes à destination de l'Espagne.

Dans l'un des *Bulletins* on peut lire : « L'intérêt que porte la presse américaine à la guerre civile en Espagne semble se ralentir de plus en plus. On relève quelques articles sur l'application des mesures de contrôle international

(*Washington Post*, 19 avril), la politique de la Grande-Bretagne (16 avril) et le bombardement de Guernica, qui a vivement ému l'opinion¹¹. [...] »

Le 19 juin 1938, lorsque la guerre civile est moralement perdue par le gouvernement républicain, le *N. Y. Times* s'interroge sur les intentions du général Franco. Le journaliste, M.E.L. James, exprime son scepticisme sur la nature du régime à venir en cas de victoire du général. Une inquiétude qui se révélera prémonitoire : « Quand Franco, si le cas se présente, se retrouvera devant la tâche qui consistera à établir un gouvernement dans un pays où un pourcentage considérable de la population est contre lui, peut-être accueillera-t-il volontiers avis et conseils. Il a fait peu de déclarations au sujet de son régime, sauf, de temps en temps, pour démentir qu'il sera fasciste¹². »

D'autres journaux américains haussent le ton tandis que le conflit espagnol touche à sa fin. Ainsi, le 15 janvier 1939, le *Washington Post* qualifie de fasciste le général Franco et estime logique sa victoire imminente, vu le soutien des troupes italiennes et allemandes. Le journaliste craint l'extension du fascisme en Europe et dans le monde : « [...] le général Franco est politiquement un fasciste. L'aide que lui ont accordée Mussolini et Hitler est dans la logique des choses. Et une victoire de Franco ferait de la péninsule ibérique un tremplin fasciste¹³. »

Le 28 février 1939, le *Washington Post* prend position sur la reconnaissance du gouvernement de Franco. Le journal se réjouit de ce qu'il considère comme la fin de la guerre civile. Pour le quotidien,

11 | *Bulletin périodique* de presse américaine, 3 mars au 4 mai 1937, p. 4.

12 | *Bulletin périodique* de presse américaine, 26 mai au 22 juin 1938, p. 5.

13 | *Bulletin périodique* de presse américaine, 29 décembre 1938 au 29 janvier 1939, p. 7.

9 | *Bulletin périodique* de presse américaine, 1^{er} août au 1^{er} octobre 1936, p. 10.

10 | *Ibidem*.

cette reconnaissance était plus qu'attendue. Il va même jusqu'à souligner que c'était une évidence pour tous les pays démocratiques qui, comme la France ou la Grande-Bretagne, avaient officiellement décidé de ne pas intervenir dans le conflit espagnol. D'après le journal, le camp victorieux doit être reconnu malgré les craintes et les incertitudes que le gouvernement du général Franco laisse planer pour l'avenir : « Beaucoup argueront que la hâte à reconnaître Franco n'est pas de mise ; qu'il a triomphé grâce à l'aide étrangère, et qu'on n'a pas encore de preuve de sa capacité à gouverner le pays. [...] Les démocraties ne peuvent pas sauver la république espagnole en refusant de reconnaître Franco¹⁴. »

Le *N. Y. Times* abonde dans le même sens une fois le conflit officiellement terminé. Dans son numéro du 3 avril 1939, il note que cette reconnaissance était inévitable, mais exprime aussi un manque d'enthousiasme pour le régime de Franco : « La reconnaissance du gouvernement Franco était inévitable. Elle n'implique ni sympathie politique ni approbation morale. C'est la simple reconnaissance d'un état de fait¹⁵. »

La presse belge

Pendant tout le conflit espagnol, la Belgique pratique une politique non interventionniste. La presse belge va rapidement être partagée entre catholico-libéraux et socialistes. Dès le début du mois d'août 1936, elle soutient unanimement l'attentisme du gouvernement Van Zeeland. Le quotidien socialiste bruxellois, *Le Peuple*, en date du 2 août 1936¹⁶, est d'accord avec cette attitude : « Si nous sommes bien renseignés, le

gouvernement belge a estimé prudent d'attendre la décision des gouvernements français et anglais. » Le journal note cependant que les deux belligérants cherchent à trouver des alliés et des armes : « Personne ne s'étonnera du fait que la Belgique, qui possède une industrie d'armes de guerre, ait déjà été sollicitée en vue de la fourniture de matériel aux belligérants. Des émissaires des deux camps antagonistes ont essayé de contracter des marchés avec des fabricants belges de matériel de guerre¹⁷. »

Le quotidien catholico-conservateur, le *XX^e siècle*, dans son édition du 4 août 1936, appelle à une non-intervention des pays démocratiques : « Si l'on veut éviter que des complications internationales de la plus extrême gravité naissent des événements d'Espagne, il faut que toutes les grandes puissances s'abstiennent rigoureusement de prendre parti dans la guerre civile qui déchire la péninsule ibérique. » Dès l'annonce française de non-intervention, la presse belge va se diviser en deux camps : l'un socialiste, favorable à l'intervention et soutenant la cause républicaine, l'autre, catholique et libéral appuyant la non-intervention, sans faire mystère de ses affinités avec les nationaux. Le gouvernement belge décide, à la mi-août 1936, d'imposer des conditions strictes à « l'exportation d'armes et de matériel de guerre » vers l'Espagne. La presse catholique et conservatrice soutient cette mesure.

Le maintien de la neutralité est confirmé par le ministre des Affaires étrangères, Paul-Henri Spaak, au congrès extraordinaire du Parti ouvrier belge (POB) : « La Belgique a observé sa politique de non-intervention avec une loyauté absolue. Elle n'a absolument rien à se reprocher. Mais je crois pouvoir dire que l'opinion publique belge,

14 | *Bulletin périodique de presse américaine*, 24 février au 31 mars 1939, p. 14.

15 | *Bulletin périodique de presse américaine*, 1^{er} avril au 3 mai 1939, p. 26.

16 | *Bulletin périodique de presse belge*, 11 mai au 23 août 1936, p. 14.

17 | *Ibidem*.

sur la question d'Espagne, est profondément divisée. S'il y a beaucoup de nos compatriotes qui se déclarent partisans du gouvernement de Madrid, il en est tout autant qui ne cachent pas leurs sympathies pour Franco¹⁸. »

D'ailleurs en février 1937¹⁹, la presse belge annonce que le gouvernement prend des mesures contre les milices étrangères intervenant dans le conflit connues sous le nom de Brigades internationales : « Il interdit le recrutement, le départ ou le transit de toutes personnes autres que de nationalité espagnole à destination des forces combattantes en Espagne. »

Vers la fin de l'année 1937, un nouveau débat apparaît dans la presse belge : celui des relations qu'entretiennent l'Espagne franquiste et la Belgique. Au Sénat, Charles d'Aspremont-Lynden appelle à l'établissement de relations commerciales avec les franquistes, pour éviter de perdre des parts de marché face à d'autres pays européens. Le 11 décembre 1937, *L'Indépendance belge* reproduit son discours. Il y est dit notamment : « Nos intérêts en Espagne se chiffrent par milliards, répartis dans de nombreuses entreprises électriques, minières, chimiques et de transport. Elles sont toutes sauvegardées en territoire nationaliste, tandis que celles situées en territoire soumis à Valence²⁰ ont été saisies [...]. »

« Notre commerce en Espagne laissait, avant la guerre civile, une balance favorable pour nous : 290 millions d'exportations contre 150 millions d'importations. Il serait absurde de sacrifier ses avantages à je ne sais quel idéal

politique²¹. » *La Libre Belgique* du même jour approuve pleinement cette position : « Nous avons écrit vingt fois que le gouvernement de Franco exerçant en fait son autorité sur plus de la moitié de l'Espagne, il fallait lui reconnaître la qualité de belligérant. Par identité de motifs il est normal d'établir avec lui des relations consulaires. La Grande-Bretagne, dont l'attitude, depuis le début de la guerre civile espagnole, a été d'une correction parfaite, vient de prendre une initiative de ce genre²². »

Au fil du temps, on constate que la presse catholique et libérale reste très critique envers son gouvernement concernant les relations qu'il entretient avec les autorités de Burgos²³.

Le 2 avril 1938, le *XX^e siècle* déclare : « La Belgique doit être présente auprès du gouvernement nationaliste pour des raisons analogues. Elle n'a pas à protéger des voies impériales en Méditerranée. Mais elle a des intérêts nombreux en Espagne et le gouvernement doit veiller à ce qu'elle n'en soit pas dépouillée en faveur d'autres. Il est urgent de commencer cette politique de présence²⁴. »

En mars 1939, alors que la guerre est quasiment gagnée par les franquistes, le gouvernement belge tarde à légitimer le nouveau régime contrairement à la France et au Royaume-Uni. Retardée par les socialistes belges, cette reconnaissance arrive enfin le 19 mars 1939. On le voit, le conflit espagnol est devenu un symbole des divergences entre la gauche et la droite : catholiques et conservateurs soutiennent le général Franco largement motivés par des raisons économiques, tandis qu'une large

18 | *Bulletin périodique de presse belge*, 24 août au 28 décembre 1936, p. 10-11.

19 | *Bulletin périodique de presse belge*, 9 décembre 1936 au 6 mars 1937, p. 10.

20 | C'est à Valence que le gouvernement républicain s'était établi au moment de la bataille de Madrid en 1937.

21 | *Bulletin périodique de presse belge*, 14 novembre 1937 au 8 mars 1938, p. 12-13.

22 | *Ibidem*.

23 | Burgos est la ville où le général Franco a établi son commandement pendant le conflit.

24 | *Bulletin périodique de presse belge*, 9 mars au 31 mai 1938, p. 8.

majorité du POB soutient les camarades républicains espagnols.

Les *Bulletins* restent ainsi des documents de premier ordre qui nous permettent d'appréhender une vision internationale du conflit espagnol. Tandis que la Grande-Bretagne et la Belgique se réfugient derrière le pacte de non-intervention, les États-Unis dénoncent l'immobilisme européen et perçoivent avec une grande prémonition la guerre mondiale qui se prépare. On observe que les intérêts propres de chaque pays dépassent les principes d'aide et de solidarité dont aurait dû bénéficier un gouvernement démocratique. La passivité internationale, voire la complicité, au bénéfice de la dictature franquiste, dictée par des intérêts particuliers, ne demeure pas un cas isolé dans l'histoire. La peur de la guerre et du communisme aura pour conséquence cette même complaisance coupable qui s'exprimera au cours de la même période face à la montée du nazisme en Allemagne et du fascisme en Italie. Des politiques similaires sont aujourd'hui poursuivies en Europe. On ne peut s'empêcher de penser aux difficultés rencontrées par l'actuel gouvernement grec, pourtant démocratiquement élu, dans sa quête de reconnaissance et dans sa volonté de défendre les intérêts du peuple qui l'a porté au pouvoir.

Guerre civile et dictature une mémoire encombrante

Cristal Huerdo Moreno

À l'heure de forger un projet national, il est indispensable de définir les contours de la mémoire : de quoi se souviendra-t-on ? qu'oubliera-t-on ? L'Espagne en transition démocratique n'y a pas échappé. Mais lorsque le consensus est brisé, lorsque la mémoire devient enjeu de luttes politiques et lorsque des faits vieux de quatre-vingts ans empoisonnent le débat public, on peut s'interroger sur ce que fut la démocratisation espagnole : l'instauration d'une ère de concorde ou une entreprise de refoulement mémoriel ?

La question de la mémoire ou des mémoires est récurrente en Europe. Elle suscite de nombreux débats tant entre historiens qu'au sein de la société civile : la mémoire n'est pas une discipline scientifique contrairement à l'histoire, elle est par essence multiple et sélective. Cette mémoire plurielle peut conduire à des antagonismes, à des affrontements là où, de prime abord, on pourrait penser qu'elle est ce qui unit un peuple autour d'un passé commun et l'aide à en dépasser les traumatismes. L'Espagne fait partie de ces pays où elle divise la société contemporaine.

La guerre civile espagnole est à l'origine de cette situation. En 1936, comme ailleurs en Europe, l'Espagne est travaillée par des courants idéologiques opposés. Le 18 juillet, un coup d'État militaire fomenté par une poignée de généraux,

appuyés par l'armée, l'Église catholique et les propriétaires terriens, tente de renverser la Seconde République et son gouvernement de Front populaire, démocratiquement élu quelques mois auparavant. Le coup d'État est un échec car la République, au lieu de tomber, résiste. L'Espagne se déchire alors en deux camps qui se livrent une lutte fratricide pendant trois longues années. Années durant lesquelles les rebelles putschistes mettent sur pied un plan de liquidation systématique de tout ce qui est apparenté à la République : institutions, laïcité, lois et hommes. Il faut laver la nation de ceux qui l'ont souillée et, par conséquent, éradiquer toute trace et tout souvenir de l'ennemi. Francisco Franco, *Caudillo par la Grâce de Dieu*¹

¹ Le lexique qui apparaît en italique est celui utilisé par le franquisme pour décrire son action.

remporte sa *Glorieuse Croisade* en sauvant la *civilisation chrétienne de la racaille bolchévique et anarchiste* qui menaçait la *Patrie*. Le 1^{er} avril 1939, il déclare que l'« armée rouge est prisonnière et désarmée » et met en place un régime dictatorial qui n'aura de cesse de poursuivre la destruction systématique et implacable du vaincu. C'est ce que l'historien Julian Casanova appelle la « paix incivique² ». À ce titre, les années 1940 sont certainement les plus meurtrières : les prisons sont surpeuplées, beaucoup de détenus meurent de malnutrition ou en raison des conditions de détention, les procès sont expéditifs et les condamnations à mort, légion. Si, au cours des années, le nombre de condamnation diminue, il n'en demeure pas moins que le régime franquiste continue d'appliquer avec une main de fer sa politique de nettoyage idéologique. C'est ainsi que, milieu des années 1970, à la veille de la mort de Franco, ce pays tant prisé par les touristes étrangers fusille des innocents et condamne au garrot un anarchiste catalan³. Le régime franquiste est alors, de l'avis de la plupart des historiens, un des plus criminels d'Europe.

Mais, outre la répression violente, le franquisme s'est bâti sur une mémoire qui le légitime et qui justifie le soulèvement militaire et la guerre. Elle a été imposée à coup de commémorations pour les *justes tombés pour la Patrie*, de processions et de discours qui ont exalté l'Église, l'armée et, bien évidemment, l'image de sauveur et de pacificateur, du juste parmi les justes, le *Généralissime*. Balayée, effacée, la mémoire de la République et de ses défenseurs, elle, n'avait plus droit de cité. Pire, ce régime

fondé sur une alliance de l'Église et de l'État, ne se priva jamais d'humilier le vaincu ni ne lui accorda le pardon. Pendant presque quarante ans, les Espagnols furent soumis à une puissante propagande qui contrôlait l'éducation, les mœurs, les médias, et censurait tout ce qui ne correspondait pas à la doxa franquiste. C'est ainsi que tous, y compris les vaincus, intériorisèrent la mémoire du régime.

Comment dès lors comprendre que l'Espagne se débatte toujours avec son passé, malgré un important travail historique et historiographique⁴ ?

Le pacte de silence

Il faut, pour tenter de répondre à cette interrogation, revenir au décès du caudillo, lequel meurt dans son lit le 20 novembre 1975. Juan Carlos I^{er} monte sur le trône d'Espagne, suivant en cela la volonté du dictateur. À cette époque, personne ne questionne la légitimité du jeune monarque ni n'envisage le retour de la République, tout simplement inimaginable. Ce qui prime sur tout, c'est la concorde nationale. Et, le défi est de taille, puisqu'il s'agit de bâtir un nouvel État sur un socle commun et d'y réunir des hommes que tout a opposé jusque-là. Pour y parvenir, le processus de transition démocratique⁵, mis en route par les franquistes au pouvoir et accepté par l'opposition, doit se fonder sur l'oubli volontaire des crimes commis pendant la guerre civile et la dictature. L'historienne Paloma Aguilar parle d'un accord tacite qui rejette toute instrumentalisation politique du passé et dont la clef de voute est constituée des lois d'amnistie. En particulier, celle de 1977 protège de toute poursuite pénale les

2 | Julian Casanova, *España partida en dos*, Editorial Crítica, Barcelona, 2014.

3 | Antonio Puig Antich a été condamné au garrot. Mise à mort particulièrement cruelle qui consiste à poser autour du cou un collier métallique actionné par une vis qui serre la gorge jusqu'à ce que le larynx soit écrasé. Le bourreau avait la liberté de faire durer le supplice ou d'envoyer rapidement *ad patres* le condamné.

4 | À ce propos, voyez le texte d'Ángel Viñas dans ce même numéro.

5 | Le politologue Juan Linz considère qu'elle débute en septembre 1976, lorsque les dirigeants en place acceptent d'organiser des élections libres. Elle se clôt quand le PSOE remporte les élections générales anticipées, en octobre 1982.

responsables politiques, judiciaires, militaires qui ont commis des exactions sous le franquisme et pendant la guerre civile. Bourreaux et victimes sont donc alors mis sur un pied d'égalité. Ainsi, les principales institutions civiles et militaires du franquisme, de même que ses élites politiques et économiques, demeurent en place et se fondent dans le nouvel État démocratique. Des années plus tard, dans une interview⁶, le romancier Manuel Vázquez Montalbán, évoquant cette période, affirma que : « Quand Franco disparut, on ne put établir de rapport de forces, mais bien un rapport de faiblesses. Aucun des hommes en présence n'était en condition d'imposer sa puissance, tout juste pouvaient-ils faire respecter leur faiblesse. Cependant, moi, je n'ai ni oublié ni pardonné, je suis lucide. » C'est sans doute cette même lucidité et un réel désir d'aller de l'avant qui ont aidé la société civile à traverser cette transition sans trop de heurts et sans retour à la violence de la guerre civile. Ce danger n'était pas une vue de l'esprit : un climat lourd pesait sur ces années marquées par des assassinats politiques⁷, des violences policières et un coup d'État militaire avorté le 23 février 1981.

L'évolution de la mémoire espagnole suit celle du système politique, marqué par quatre grandes étapes d'alternance au pouvoir des deux principaux partis : Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et Parti populaire (PP)⁸.

6 | <http://bit.ly/1FadMrL>.

7 | Le plus mémorable demeure l'assassinat de plusieurs avocats dans leur cabinet rue Atocha, à Madrid. Quelques étudiants, dont un fut froidement abattu par un fasciste, perdirent également la vie lors de manifestations dans ces années de transition. Les incidents de Victoria en 1976 ou encore l'assassinat de Normi Mentxaka sont encore des exemples qui illustrent l'atmosphère qui régnait alors dans le pays.

8 | Pour les trois premières : Rozenberg Danielle, « Le « pacte d'oubli » de la transition démocratique en Espagne. Retours sur un choix politique controversé », *Politix* 2/2006 (n° 74), p. 173-188.

1982-1996 :

« une mémoire jetée dans l'oubli »

En 1982, la victoire écrasante du PSOE aux élections législatives ne modifie aucunement la politique de consensus fondée sur l'oubli. L'Espagne, à l'époque, est entièrement tournée vers le futur, la modernisation du pays et son intégration à la CEE. Selon le sociologue et politologue Santos Juliá, la guerre n'a pas été oubliée ; elle a été volontairement « jetée dans l'oubli⁹ » parce que bien trop présente dans les mémoires et bien trop dangereuse aussi. Ceci est confirmé par la position du gouvernement socialiste¹⁰ à l'occasion du cinquantième anniversaire du début de la guerre civile. Le communiqué de presse du gouvernement ménage la chèvre et le chou : *primo*, il souligne que la guerre civile n'est pas un acte que l'on commémore ; *secundo*, il exprime son souhait d'honorer la mémoire des défenseurs de la démocratie et de la liberté, tout en respectant ceux qui, opposés à l'Espagne démocratique, ont lutté pour une autre société au péril de leur vie. Le communiqué s'achève sur le « souhait que cet anniversaire scelle définitivement la réconciliation entre les Espagnols ».

Mais il serait erroné d'écrire que l'oubli a touché toutes les sphères. En effet, d'une part, les historiens se sont lancés dès le début de la démocratie dans un important travail d'étude des archives accessibles. Leurs recherches sérieuses et pointues se sont néanmoins peu diffusées dans la société civile et ne seront pas intégrées aux manuels scolaires. D'autre part, la société civile tente de récupérer sa mémoire, en excavant de manière sporadique des fosses¹¹, en recueillant des témoignages et en fondant des associations, mais tout cela

9 | *El País*, 15 juin 2002 : <http://bit.ly/1MCniX9>.

10 | *El País*, 19 juillet 1986 : <http://bit.ly/1MtgsB>.

11 | On sait que dès 1977 et 1978 des fosses sont exhumées de manière semi-clandestine, mais on n'en connaît pas le nombre.

reste très marginal. En effet, la majorité des Espagnols d'alors n'expriment aucune demande de justice et de reconnaissance pour les souffrances subies pendant la dictature et la guerre civile. Si l'on peut comprendre le statu quo de la transition, tant la cohésion et la stabilité du pays étaient importantes à cet instant-là, on ne peut que s'interroger sur l'absence de condamnation du régime dictatorial de Franco par le PSOE. À l'exception de la campagne électorale de 1993 où, craignant une défaite, le parti centre sa campagne sur le passé franquiste de ses dirigeants, le PSOE est resté fidèle au pacte du silence jusqu'au milieu des années 1990.

De 1996-2004 : l'affrontement des mémoires¹²

En 1996, l'arrivée au pouvoir du PP¹³ offre un contexte favorable à une résurgence des thèses philofranquistes portées par des pseudo-révisionnistes. Généralement qualifiés de révisionnistes, ces derniers ne révisent pas l'histoire, mais se contentent de parer de nouveaux atours la propagande franquiste : la République fut un régime antidémocratique imposé, dominé par des gauches sectaires et en proie à des luttes intestines ; la guerre civile fut le résultat de l'anarchie qui régnait dans le pays après l'élection du Front populaire ; la dictature sauva l'Espagne du communisme et lui permit de jouir d'une paix durable, elle modernisa le pays et prépara les bases de la transition démocratique¹⁴.

Mais cette controffensive tente également de discréditer la vague de revendications mémorielles qui déferle sur le

pays depuis la fin des années 1990. Un climax est atteint lorsque, en 2000, Emilio Silvia, sociologue et journaliste, procède à la première exhumation scientifique¹⁵, celle de son grand-père. Il fondera, avec deux amis, la très médiatique Association pour la récupération de la mémoire historique (ARHM). À l'instar de nombreux autres collectifs et associations, elle estime la société espagnole assez mure et démocratique pour se pencher sur son passé. Les revendications vont de la résolution définitive de la question des fosses communes à l'élimination des symboles et noms franquistes de l'espace public, en passant par l'annulation des condamnations judiciaires militaire et civile de la guerre et de la dictature. Il est intéressant de souligner que ces demandes d'explications sont portées majoritairement par la génération des petits-enfants qui n'a connu ni la guerre ni la dictature.

Enfin, il est piquant de souligner qu'une année après cette première exhumation, Jean-Paul II procède à la béatification de 233 martyrs de la guerre civile. Ceux-ci rejoignent le rang des bienheureux que l'Église espagnole avait déjà commencé à former dès les années 1980, mettant fin au statu quo de l'oubli. L'Église pâtit par ailleurs d'une mémoire sélective : nulle présence parmi les béatifiés des seize prêtres basques fusillés par les soldats franquistes en octobre 1936 en raison de leur adhésion à la cause républicaine et basque. Est également interpellant le fait que, à ce jour, l'Église n'a jamais exprimé la moindre compassion pour les vaincus ni présenté ses excuses pour le rôle qu'elle a joué pendant la guerre et la dictature.

On le voit, sous le second mandat du gouvernement d'Aznar, de nombreuses initiatives sont portées par la société

12 | Pour les paragraphes « affrontements des mémoires » : Enrique Moradiellos, *Revisión histórica crítica y pseudo-revisionismo político presentista: el caso de la guerra civil española*, 2009.

13 | Première fois que la droite accède au pouvoir depuis la fin de la dictature.

14 | À ce propos, voyez le texte d'Ángel Viñas dans ce même numéro.

15 | L'exhumation eut lieu dans une localité située en Castille-León, elle mit au jour le cadavre de treize fusillés républicains.

civile, mais aussi par les régions pour promouvoir une reconnaissance et une réhabilitation de la mémoire des vaincus. Jugeant le gouvernement peu pressé de répondre à ses demandes, l'ARHM introduit un recours en août 2002 auprès de l'ONU¹⁶, afin de contraindre les autorités espagnoles à prendre en charge, entre autres choses, l'exhumation des fosses. La pression est telle à l'époque que le Congrès des députés espagnols vote à l'unanimité une déclaration condamnant officiellement le soulèvement militaire du 18 juillet 1936 et reconnaissant moralement la souffrance des victimes de la dictature : « Personne n'est légitime à recourir à la violence, comme ce fut le cas par le passé, dans le but d'imposer ses convictions politiques et d'établir des régimes totalitaires contraires à la liberté et à la dignité de tous les citoyens. Ceci mérite la condamnation et la réprobation de notre société démocratique. » S'il est incontestable que cette déclaration, faite le jour de la date anniversaire de la mort du caudillo, a une portée historique, elle passe néanmoins sous silence l'épineuse question du financement des ouvertures de fosses.

2004-2011 :

une loi pour la mémoire historique

En 2004, le PSOE revient au pouvoir avec, à sa tête, José Luis Zapatero, petit-fils de républicain. Le gouvernement lance une commission interministérielle pour l'étude de la situation des victimes de la guerre civile et du franquisme. Cette commission doit faire le point sur les demandes portées par les diverses associations en vue d'élaborer une proposition de loi.

L'avant-projet de loi est approuvé en Conseil des ministres le 28 juillet 2006, année déclarée « de la mémoire ». La

loi dite de « mémoire historique¹⁷ », est adoptée le 31 octobre 2007 ; elle impose, entre autres choses, l'indemnisation des victimes de la guerre civile et du franquisme, le retrait des lieux publics des symboles en lien avec la dictature et la dépolitisation du Valle de los Caídos¹⁸. Elle prévoit aussi que les administrations publiques aident les familles en demande à identifier et à exhumer le corps de leurs parents disparus et donnent accès aux sources et aux archives. Cette loi divise à nouveau la société entre ceux qui la trouvent trop timorée et d'autres qui l'estiment simplement inacceptable. Timorée car elle ne condamne pas le régime franquiste, ne prévoit aucune mesure coercitive en cas de non-respect et n'envisage aucunement la révision des procès de la guerre et du franquisme, bien qu'elle les considère comme illégitimes. Elle est inacceptable pour d'autres car elle ne poursuivrait qu'un seul objectif, celui d'ouvrir des blessures oubliées.

Entre 2006 et 2008, le juge Baltazar Garzón tente de combler les lacunes de la loi en ouvrant la première instruction judiciaire contre le franquisme. Il requalifie l'extermination et les nombreuses disparitions d'opposants de crimes contre l'humanité afin de bénéficier de l'imprescriptibilité des faits. Il est cependant très rapidement dessaisi du dossier, lequel finit aux oubliettes. En 2010, après un dépôt de plainte de deux associations d'extrême droite, Garzón est mis en examen pour abus de pouvoir. On l'accuse en effet d'avoir ignoré les lois d'amnistie. À l'heure actuelle, c'est

17 | De son vrai nom : *Loi pour que soient reconnus et étendus les droits et que soient établis des moyens en faveur de ceux qui ont souffert de persécutions ou de violences durant la guerre civile et la dictature.*

18 | Valle de los Caídos : gigantesque mausolée où reposent les morts pour la patrie, mais aussi José Antonio Primo de Rivera, fondateur de la Phalange, et le caudillo lui-même. Il se situe près de l'Escorial, à un jet de pierre de Madrid. C'est un haut lieu de rassemblements phifranquistes.

16 | L'Espagne a signé en 1992 la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

l'Argentine qui, en vertu de sa loi de compétence universelle, a repris le flambeau de la lutte juridique.

De 2011 à nos jours

Ayant rongé son frein pendant huit ans, le PP ne pouvait faire autrement, une fois revenu au pouvoir, que de tenter de démanteler ou de neutraliser les mesures engrangées par le gouvernement antérieur. Prenant pour prétexte la crise économique, le gouvernement PP a jugé non prioritaire l'application de la loi de mémoire historique. Il faut à cet égard reconnaître à Mariano Rajoy le mérite d'avoir au moins respecté une de ses promesses électorales : la suppression des aides à l'ouverture des fosses. Mais la neutralisation de la loi ne s'arrête pas là. En effet, jugeant le retrait des insignes franquistes contraire à la sauvegarde du patrimoine artistique, plusieurs bourgmestres de grandes villes telles que Madrid, Valence, Séville et Saragosse n'ont pas appliqué la loi en dépit des plaintes déposées. Les choses prennent une tournure beaucoup plus inquiétante encore quand les rues, débaptisées, reprennent leurs noms franquistes¹⁹.

Au début de l'année 2014, un rapporteur spécial du Conseil des droits de l'homme des Nations unies dresse un constat bien sombre, soulignant le vide institutionnel en matière de justice et de vérité et pointant dix carences en matière de mémoire historique. Il dénonce, entre autres, la privatisation des exhumations et les interprétations restrictives de la loi d'amnistie qui « non seulement nient un accès à la justice, mais empêchent aussi tout type d'enquêtes²⁰ ». Les recommandations sont restées lettres mortes... et, à nouveau, c'est la société civile qui pallie les manquements de l'État recourant au *crowdfunding* ou faisant appel aux dons. Consterné et ému par la situa-

tion espagnole, un syndicat norvégien a ainsi versé 6 000 euros à l'ARMH en juillet 2014. Une goutte dans la mer en regard des milliers de fosses recensées (plus de deux-mille) et du coût élevé d'une exhumation. Les élections municipales de mai dernier devraient résoudre, à l'avenir, une partie du problème en certains endroits du pays. Par exemple, à Madrid, la nouvelle bourgmestre, Manuela Carmena, a annoncé au mois de juillet passé que toutes les rues madrilènes à l'onomastique problématique seraient renommées. Elle a ajouté que les propositions citoyennes sont les bienvenues.

Ce qui est certain, c'est que le chemin est encore long. Aujourd'hui, un touriste peut rentrer de Madrid avec de belles photos de l'arc de triomphe célébrant la victoire franquiste ou de Séville avec des clichés de la stèle funéraire de Queipo de LLano, un des généraux putschistes, pour ne prendre que ces deux exemples. La figure du caudillo est en outre régulièrement exaltée lors de rassemblements fascistes ou de messes de commémoration du soulèvement de 1936 ou de la disparition du Généralissime. Il existe aussi une fondation Francisco Franco qui prend soin de la figure du dictateur et conserve jalousement de nombreuses archives accessibles uniquement à qui montre patte blanche. Aujourd'hui, des familles luttent désespérément pour voir réhabilité un de leur membre condamné à la suite d'un procès inique, d'autres sont toujours à la recherche de leurs aïeux enterrés le long des chemins ou dans des oliveraies. En Espagne, les tortionnaires franquistes encore en vie continuent de couler des jours heureux sans être inquiétés.

On le voit, un abîme vieux de quatre-vingts ans continue de séparer deux Espagne et les plaies sont toujours à vifs. D'un côté, les conservateurs de droite dénigrent les initiatives de récupéra-

19 | <http://bit.ly/1KFCD76>.

20 | <http://bit.ly/1zMOcQK>.

tion de la mémoire historique, arguant qu'elles ne sont qu'un prétexte intéressé pour remuer un passé douloureux et semer la discorde entre les Espagnols. Ils n'hésitent pas à manier l'insulte à l'instar du porte-parole du PP, Rafael Hernando, insinuant que l'engouement à retrouver ses aïeux n'existait pas jusqu'à ce que l'État mette de l'argent sur la table. De l'autre côté, des familles et des intellectuels continuent de lutter pour la réhabilitation de la mémoire des vaincus du franquisme.

Les anathèmes pleuvent et les raccourcis sont tentants : les uns sont accusés d'être de dangereux bolchéviques ou bolivariens, tandis que les autres sont taxés d'héritiers des fascistes. S'il n'y a aucun doute sur l'identité du camp qui a entamé les hostilités ni sur la manière dont il a mené la guerre et la répression, il ne faut pas pour autant occulter le fait que les défenseurs de la République ont également tué des innocents. Mais leur nombre, s'il n'est pas négligeable, est nettement inférieur au regard des massacres franquistes. Reconnaître les torts respectifs tout en les hiérarchisant permet à la fois d'invalider l'argument de droite du « tous coupables » qui renvoie les protagonistes dos à dos et d'éviter de poser les pieds sur un terrain glissant hostile à l'établissement de la vérité historique.

Dès lors, un combat légitime doit être mené pour faire de l'Espagne une démocratie pacifiée et robuste. Un combat qui implique de reconnaître les erreurs et les horreurs du passé, mais aussi de dénoncer pour ce qu'ils sont ceux qui s'y refusent : des personnes qui n'acceptent pas pleinement les implications des idéaux démocratiques et qui, d'une manière ou d'une autre, continuent de cautionner un régime criminel. Il ne peut être de démocratie robuste qui n'ose nommer l'inacceptable au-delà des clivages gauche-droite.

Les églises sont couvertes de plaques reprenant les noms des martyrs de la Patrie. Pendant quarante ans de dictature, et jusqu'à aujourd'hui, ces morts ont pu être honorés. Il est grand temps pour l'État de s'attacher à donner une identité aux milliers de corps entassés dans des fosses anonymes, de prendre en charge les exhumations et de constituer une banque de données ADN centralisée, dans un esprit non pas de revanche, mais de justice et de dignité. Seuls une dépoliarisation et un refus de l'instrumentalisation de l'histoire permettront de cicatiser les blessures.

Franco est mort il y a quarante ans

Angel Viñas Martín

La mort de Franco n'a pas seulement changé le visage de l'Espagne, elle a aussi modifié son récit historique contemporain : République, guerre civile et franquisme. Cependant, le passé continue de polariser le pays ; ainsi s'affrontent une historiographie relativement favorable à Franco et une autre bien plus critique vis-à-vis de l'homme et de son régime. Si les légendes franquistes ont, pour l'essentiel, été déconstruites, l'enseignement reste largement en défaut d'ouvrir les étudiants à l'esprit critique. Comment dès lors s'étonner de la persistance de certaines d'entre elles ?

Franco est mort le 20 novembre 1975. Il a marqué au fer rouge l'histoire de l'Espagne pendant près de quarante ans. Quatre décennies plus tard, son ombre se projette toujours insidieusement sur la vie espagnole.

Un pays polarisé

Naturellement, le système politique, institutionnel, culturel et répressif mis en place durant la dictature franquiste a été rapidement démantelé. Un parti social-démocrate (le PSOE) a gouverné la moitié des trente-neuf ans écoulés. Un État hypercentralisé, a cédé la place à un autre, quasi fédéral. En 1977, l'Espagne est devenue membre du Conseil de l'Europe, en 1982, de l'Otan et en 1986 de ce qui est aujourd'hui l'Union européenne. Ces organisations l'avaient toujours maintenue à distance sous le franquisme. Si l'on exclut une certaine tendance à la régression, en particulier de 2011 à 2015, sous le règne

du gouvernement conservateur du Parti populaire (PP), la protection des libertés démocratiques a été comparable à celle en vigueur dans les autres États membres de l'Union.

En somme, l'Espagne a cessé d'être une anomalie en Europe. D'une certaine manière pourtant, et à la différence du reste des pays occidentaux, nous, les Espagnols, ne nous sommes pas réconciliés avec notre passé. Les partis de droite et de gauche campent sur des positions adverses. Pour les premiers, l'expérience démocratique et de modernisation de la Seconde République, instaurée en 1931, fut un désastre qui justifia la guerre civile. Le franquisme aurait représenté une période exceptionnelle, mais pas nécessairement négative, et la croissance économique qui l'avait accompagné aurait contribué à assoir les bases sur lesquelles une autre génération a été en mesure de construire la

démocratie. Pour les seconds, ce fut l'incapacité d'accepter les résultats de la modernisation politique, sociale et culturelle de la République qui mena quelques militaires félons à se soulever. Franco gagna la guerre avec l'appui des puissances de l'Axe. Il instaura une dictature initialement fascisante, dont le trait principal fut la répression continue et implacable des vaincus. Au cours de l'histoire espagnole, aucun régime ne s'est rendu coupable d'autant de crimes et de violences que celui de Franco.

La polarisation des opinions commença à se manifester dès le milieu des années 1980, lorsque se consolida la démocratie. Elle n'a cessé de s'accroître depuis.

La découverte de l'ampleur, des modalités et des manifestations de la répression des vaincus pendant la guerre civile et l'après-guerre est le facteur qui a le plus contribué à cette polarisation. La manifestation la plus évidente en est la lenteur du processus d'identification de ce qu'on a appelé les « fosses de l'oubli », où gisent des dizaines de milliers de victimes de la dictature. Non identifiées. Vouées au néant.

Le dernier gouvernement social-démocrate avait réussi, non sans mal, à faire approuver une loi dite de « Mémoire historique » (2003), face à l'opposition du seul PP. Sous des dehors inoffensifs, la mise en œuvre de ce texte ouvrait la boîte de Pandore en se proposant de remettre en cause, sans les annuler, les jugements rendus par les conseils de guerre illégitimes de la dictature et de consacrer des fonds publics à l'exhumation des victimes. Inutile de dire que, dès 2011, le gouvernement du PP a bloqué l'application de cette loi, sans pour autant prendre le risque de l'abroger. Plus encore, en opposition radicale avec une pratique constante des gouvernements antérieurs de l'un ou l'autre bord, il refusa de poursuivre la déclassification des documents relatifs à la guerre civile

et à l'après-guerre : quelque dix-mille documents prêts à être rendus publics demeurent scellés. Les explications du ministre de la Défense sont des plus étranges : les Forces armées ont mieux à faire, ou bien il ne faut pas créer des problèmes avec des pays tiers (comme si la France de Vichy, le Troisième Reich ou la RDA risquaient de s'insurger).

Le combat pour l'histoire

Dès avant la mort de Franco, les historiens espagnols avaient développé des approches critiques de l'histoire contemporaine de leur pays, tout d'abord en déjouant la censure, ensuite librement. Ils avaient commencé par la chute de la monarchie et l'avènement de la République, s'étaient attardés sur la guerre civile et, plus tard, vers la fin du siècle dernier, avaient commencé à disséquer la dictature. Leur travail fut appuyé par l'ouverture, lente, mais continue, des archives nationales, régionales et locales. Sans hâte ni relâche et sur la base de toutes les sources demeurrées closes jusqu'alors, ils mirent à l'épreuve, une à une, les principales thèses de l'historiographie et de la mythologie franquiste. Aucune n'y résista.

L'angle d'attaque varia au fur et à mesure de l'influence des historiographies étrangères et du renforcement des échanges avec des historiens d'autres pays. L'histoire politique s'enrichit d'approches économiques, sociales, culturelles, régionales ou portant sur le genre et les mentalités. L'attention se déplaça d'un domaine à un autre. Ces dernières années, l'étude de la répression a suscité le plus de passions.

Pour les héritiers politiques, sociologiques et culturels de la dictature, ce travail historiographique a fini par devenir insupportable. Avec l'arrivée au pouvoir du PP en 1996, une réaction s'est déclenchée. Elle s'est principalement manifestée sous deux formes. D'abord,

les journalistes et les publicistes se sont révoltés contre ce que d'aucuns ont appelé l'« histoire progressiste ». Appuyé par des moyens de communication puissants, ce groupe se lança à la conquête de l'opinion publique.

Plus tard, avec le retour de la droite au pouvoir, la controffensive adopta un ton plus modéré. Dédaignant les apports de journalistes et d'amateurs, un groupe d'historiens de droite commença à disputer à la gauche sa suprématie dans le combat pour l'histoire, suivant la maxime orwellienne de 1984 : « He who controls the past controls the future. He who controls the present controls the past. »

En regard d'approches multidisciplinaires mêlant une histoire politique, sociale, culturelle et des mentalités avec des facteurs structurels et conjoncturels, les tentatives de quelques-uns de ces historiens conservateurs, tels que Fernando del Rey Reguillo ou Manuel Álvarez Tardío, paraissent bien pâles car centrées essentiellement sur des récits politiques déconnectés des réalités sociales de l'époque.

Cette controffensive académique visait à contrecarrer la vision, présumée positive, de la République. Rien d'étonnant à cela, puisque sa diabolisation avait été le noyau dur de la mythologie franquiste. Délégitimer la République impliquait la légitimation du soulèvement de 1936 et, partant, d'une guerre civile dans laquelle les républicains auraient été manipulés par l'Union soviétique afin de pénétrer insidieusement en Europe.

À l'approche du soixantième anniversaire

À mesure qu'approche le 20 novembre, les publications sur Franco et son régime se multiplieront probablement. À l'heure où sont écrites ces lignes, deux livres ont ouvert la voie. Le premier, *Franco. Biografía del mito*, est une étude culturelle sur la création du mythe du caudillo que

l'on doit à Antonio Cazorla (2015), professeur à l'université de York (Canada). La deuxième œuvre, *40 años con Franco*, coordonnée par Julian Casanova, professeur à l'université de Saragosse, tente de clarifier l'évolution de la dictature en la situant dans la durée.

Le livre intitulé *La otra cara del Caudillo. Mitos y realidades en la biografía de Franco*, publié en septembre 2015, n'est pas un ouvrage de vulgarisation, mais une recherche pure, dans laquelle je présente une interprétation quelque peu éloignée des canons traditionnels de l'historiographie espagnole : cette dictature a été profondément influencée par le *Führerprinzip* nazi et a été très différente du modèle de « régime autoritaire » qui fait encore autorité chez de nombreux auteurs. Franco a été un prédateur sans scrupule qui, pendant la guerre civile et dans l'immédiat après-guerre, a amassé une fortune estimée au moins à l'équivalent de 388 millions d'euros.

À la recherche d'un background adéquat

Ces dernières années, l'historiographie espagnole sur la République, la guerre civile et le franquisme s'est remarquablement consolidée. Après un travail incessant ayant abouti à de nombreuses monographies, l'heure des grandes récapitulations a sonné.

En ce qui concerne la controversée période républicaine, l'attention s'est concentrée sur les mois précédant la guerre civile, lorsque le gouvernement s'appuyait sur une large coalition de Front populaire incluant des membres de deux partis bourgeois de gauche. De février à juillet 1936, l'on assista à une polarisation qui conduisit à des violences et des assassinats. C'est ce climat qui justifia le soulèvement militaire. Cette période est la plus diabolisée par l'historiographie franquiste et néofranquiste.

Les historiens se sont dès lors intéressés à mettre au jour les ressorts de la violence et de la conspiration. Pour la première, les travaux les plus importants sont ceux d'Angel Bahamonde, Rafael Cruz, Francisco Espinosa et Eduardo Gonzalez Calleja. Ce dernier a également exploré les manœuvres des conspirateurs militaires et civils. Le soulèvement militaire a été démythifié par une équipe dirigée par Francisco Sanchez Pérez. Pour ma part, j'ai prouvé la connivence de l'Italie fasciste avec les milieux monarchistes les plus radicaux et l'achat par ces derniers d'armes modernes, le 1^{er} juillet 1936, avant le soulèvement. Pour une guerre courte. L'idéologie préfasciste ou même fasciste qui s'est emparée du mouvement anti-républicain a été disséquée par Ferran Gallego. Deux Britanniques, Maria Thomas et Sid Lowe ont exploré la question de l'anticléricalisme, pour l'une, et la fascisation des mouvements de jeunesse de droite, pour l'autre.

Julio Aróstegui (2012) a laissé, peu avant son décès, une superbe biographie de Francisco Largo Caballero, leader socialiste, éternelle *bête noire*¹ de la droite. Sur le Parti communiste espagnol (PCE), les études basées sur des sources primaires ont connu une nouvelle vie. La plus significative de ces recherches est celle de Fernando Hernández Sánchez, qui couvre les années républicaines jusqu'à 1939. Dans un second livre publié récemment, il aborde les tentatives de reconstruction du parti communiste pendant les premières années de la dictature. Par ailleurs, le livre de plus de mille pages, *La Segunda República española*, coécrit par Eduardo Gonzalez Calleja, Francisco Cobos Romero, Ana Martinez Rus et Francisco Sanchez Pérez (2015), est appelé à devenir une référence absolue.

La production littéraire espagnole et étrangère sur la guerre civile a été pléthorique, avoisinant les vingt-mille titres. Les trois générations actuelles d'historiens espagnols, plus une poignée d'historiens britanniques (Paul Preston, Helen Graham) ont littéralement balayé les vieilles thèses franquistes et celles enkystées dans la logique de la guerre froide. En 2014, à l'occasion des septante-cinq ans de la fin du conflit, la revue de l'université de Salamanque, *Studia Historica. Historia contemporánea*, a consacré un volume à une analyse bibliographique d'environ huit-cents publications espagnoles et étrangères parues ces dernières années. D'ailleurs, il ne se passe pas de semaine sans que ne paraissent de nouveaux titres.

La conséquence en est que la guerre civile est aujourd'hui le chapitre le plus et le mieux étudié de l'histoire contemporaine espagnole. Mais, malgré cela, *Studia Historica* a identifié des lacunes qui restent encore à combler.

La difficulté d'atteindre l'opinion publique

Si nous, historiens de générations différentes, espagnols et étrangers, avons accompli notre devoir en mettant notre talent professionnel, grand ou modeste, au service de la compréhension d'un passé plus ou moins obscur, voire sombre, comment alors expliquer que les connaissances produites ne parviennent pas à percoler l'opinion publique ?

Le principal facteur, sinon le seul, est vraisemblablement l'indifférence du système éducatif pour l'histoire contemporaine. Cela concerne ses acteurs privés et publics, tous également incapables de renouveler leurs contenus. Dans les programmes de cours officiels, un temps infime est consacré à l'enseignement de l'histoire du XX^e siècle, et en particulier à l'étude de la République, de la guerre

1| En français dans le texte.

civile et du franquisme ; sans compter que les contenus en sont parfois allègrement déformés. Il y a quelques années à peine, dans un manuel scolaire, le traitement édulcoré de la fin des deux plus grands poètes espagnols du XX^e siècle souleva de vives protestations. On pouvait ainsi lire que Federico García Lorca « mourut près de son village » et qu'Antonio Machado « partit en France avec sa famille ». Ces mentions durent être retirées². On argüa que le manuel était destiné à l'enseignement primaire.

Du reste, la situation n'est pas non plus brillante dans les cycles supérieurs. C'est ainsi que, par exemple, en dernière année de l'enseignement secondaire obligatoire, le programme d'histoire doit couvrir, à raison de trois heures par semaine, la période allant de la Révolution française au temps présent. Le cours préparatoire d'histoire d'Espagne doit, en autant d'heures, parcourir les époques séparant l'« homme d'Atapuerca » de la fin du deuxième gouvernement Aznar, en 2004. S'il faut remonter à la lointaine préhistoire, l'on peut imaginer l'attention accordée au XX^e siècle (et plus encore à la guerre civile et au franquisme). De plus, dans les faits, l'on constate que, lors de la préparation aux examens d'entrée aux études supérieures, les étudiants sont davantage préoccupés par la mémorisation des dates que par la compréhension des processus. Je ne peux m'empêcher de comparer le volume d'heures mentionné ci-dessus avec les quatre heures de cours hebdomadaires consacrées à des thèmes aussi importants que le patrimoine culturel et artistique andalou ou que la culture entrepreneuriale, comme il est prévu dans les programmes officiels de la Junta de Andalucía, sous

contrôle social-démocrate depuis 1979.

Il en résulte que les futurs citoyens qui ne fréquentent pas l'enseignement supérieur (60 %) n'auront reçu qu'un léger vernis de connaissances, pas toujours exactes ni solidement fondées. En cela, les représentations transmises par un système d'enseignement catholique en régression et celles colorées d'histoire locale inculquées par les régions laissent peu de marge pour d'autres interprétations.

La « connaissance » du passé récent qu'a la majorité des jeunes, et notamment de la République, de la guerre civile et du franquisme, provient de la famille, de la télévision et, maintenant, d'internet. Une immédiate levée de boucliers des conservateurs salua la création par le gouvernement PSOE d'un cours obligatoire d'« éducation citoyenne » (semblable à ceux dispensés, sur recommandation du Conseil de l'Europe, dans au moins quinze autres États de l'Union européenne). L'actuel gouvernement PP l'a aboli, lui substituant, pour les étudiants qui n'optent pas pour la religion (catholique), un sous-cours sur les « valeurs éthiques ». Et, comme le poids du cours de religion dans les résultats scolaires est identique à celui des enseignements des mathématiques, de physique ou de philosophie, il n'est pas rare que l'on suive ce cours afin d'augmenter sa moyenne et donc ses chances d'accéder à l'université ou d'obtenir une bourse. Peu importe que l'État espagnol n'ait constitutionnellement pas d'affiliation religieuse.

Les avancées historiographiques et leur analyse pondérée des nombreux facteurs qui ont déterminé le passé tombent en porte-à-faux, sauf quand elles confortent une certaine opinion publique dans les représentations qu'elle a forgées dans le tumulte des luttes politiques et idéologiques contemporaines. L'histoire critique du

² | Lorca a été assassiné en août 1936 et son corps gît toujours dans une fosse andalouse non identifiée. Machado fut contraint de s'exiler en France. Il mourut en février 1939 peu avant la chute de la Seconde République (NDT).

Bibliographie

Aróstegui J. (2013) *Largo Caballero. El tesón y la quimera*, Barcelona, Debate.

Bahamonde Á. y González Calleja E. (dir.) (2011), *La España del Frente Popular*, Mélanges de la Casa de Velázquez, n° 41-1.

Antonio Cazorla F. (2015) *Biografía de un mito*, Madrid, Alianza Editorial.

Cruz R. (2006), *En el nombre del pueblo. República, rebelión y guerra en la España de 1936*, Madrid, Siglo XXI.

del Rey Reguillo F. y Álvarez Tardío M. (dir.) (2012), *El laberinto republicano. La democracia española y sus enemigos*, Barcelona, RBA.

del Rey Reguillo F. (2011), *Palabras como puños: la intransigencia política en la Segunda República Española*, Madrid, Tecnos.

Espinosa F. (2007), *La primavera del Frente Popular. Los campesinos de Badajoz y el origen de la guerra civil (marzo-julio de 1936)*, Barcelona, Crítica.

Gallego F. (2014), *El evangelio fascista. La formación de la cultura política del franquismo, 1930-1950*, Crítica, Barcelona.

González Calleja E. (2011), *Contrarrevolucionarios. Radicalización violenta de las derechas durante la Segunda República, 1931-1936*, Madrid, Alianza.

González Calleja E. (dir.) (2013), « La primavera de 1936 en España », Dossier, *Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne*, 48, 5.

franquisme est bien accueillie par la gauche. À l'inverse, celle qui défend ce régime en dépit des évidences soulève l'enthousiasme de la droite.

Quid de l'histoire ?

Le spectre de la révolution et la nécessité de s'en protéger ont été utilisés comme modèle explicatif de l'évolution politique espagnole de 1931 jusqu'à la victoire armée imposée par Franco en 1939. Ce paradigme survit dans les médias, lesquels, en Espagne comme au Royaume-Uni, tendent à être de droite.

Étant donné que la rémission des péchés du franquisme ne semble plus possible sans caution intellectuelle, les seuls historiens à recevoir un écho médiatique sont ceux qui, par conviction ou par intérêt, naviguent dans le sillage de la droite. Dans un monde qui privilégie un savoir simple et rapidement accessible, les demi-vérités, les distorsions, les manipulations, les tergiversations et les omissions ne peuvent que l'emporter.

Aujourd'hui, plutôt qu'à un historien espagnol, c'est à un étranger que revient l'honneur de porter la bannière du régime franquiste et de ses succès, à savoir le professeur nord-américain Stanley G. Payne, assisté de l'historien italien Gabriele Ranzato. Au près de la droite espagnole, Payne jouit d'un grand prestige qu'il a consolidé grâce à un flot continu d'œuvres ressassant un éternel refrain auquel il ne change que le ton et les rimes.

Naturellement, il est impossible d'absoudre totalement une dictature qui, pour une large part de l'opinion espagnole et étrangère, n'a jamais joui d'une quelconque respectabilité. C'est pourquoi, en abordant le franquisme, Payne lui-même n'a d'autre choix que de reconnaître l'existence d'une part d'ombre, notamment la répression et l'alignement (momentané) avec les puissances de l'Axé. Tous deux sont rela-

tivisés en argüant que tous les Espagnols furent violents et que l'alignement, éphémère, laissa peu de séquelles.

Plus encore, le même Payne, profitant de la proximité du quarantième anniversaire de la mort du caudillo, a publié, en septembre 2014, une biographie de Franco, dans laquelle il fait subir un authentique *lifting* au dictateur, faisant de lui une figure *salonfähig*³. Il a été épaulé dans cette tâche par un journaliste espagnol, Jesús Palacios. Dans les temps troublés de la fin du franquisme et de la transition démocratique, ce dernier appartenait, selon la presse et plusieurs historiens, au Cedade⁴, un groupe néonazi aujourd'hui dissous.

Une telle biographie (« objective » et « dépassionnée ») ambitionne de devenir une bible pour la droite. Publiée simultanément en anglais et en espagnol, elle a été accueillie favorablement par quelques auteurs étrangers largement ignorants de la figure de Franco. Cela étant, il convient de rappeler que ce dernier a fait de tout temps l'objet de biographies extrêmement laudatives, tant pour diminuer les conséquences de son alignement avec le Troisième Reich que pour le présenter, en temps de guerre froide, sous le jour favorable de l'allié de l'Occident et du parfait anticommuniste. Ce type de biographie fut majoritairement publié en France et en Angleterre. Aucune n'a résisté à l'épreuve du temps.

À la veille du quarantième anniversaire de la mort du dictateur, un numéro spécial de la revue scientifique en ligne *Hispania nova* sera publié, qui présentera clairement, contre Payne et Palacios, les résultats de l'historiographie espagnole la plus crédible. Avec un groupe d'historiens de trois générations différentes, nous y passerons en revue les manipu-

González Calleja E., Cobo Romero Fr., Martínez Rus a. y Sánchez Pérez Fr. (2015), *La Segunda República española*, Barcelona, Pasado y presente, 1373 p.

Hernández Sánchez F. (2015), *Los años de plomo. La reconstrucción del PCE bajo el primer franquismo (1939-1953)*, Barcelona, Crítica.

Hernández Sánchez F. (2010), *Guerra o revolución. El PCE en la guerra civil*, Barcelona, Crítica.

Lowe S. (2010), *Catholicism, War and the Foundation of Francoism: The Juventud de Acción Popular in Spain, 1931-1939*, Brighton, Sussex Academic Press.

Payne S. G. y Palacios J. (2014), *Franco. Una biografía personal y política*, Madrid, Espasa.

Ranzato G. (2013), *El gran miedo de 1936. Cómo España se precipitó en la guerra civil*, Madrid, La Esfera de los Libros.

Sánchez Pérez F. (dir.) (2013), *Los mitos del 18 de Julio*, Barcelona, Crítica.

Thomas M. (2012), *The Faith and the Fury: Popular Anticlerical Violence and Iconoclasm in Spain, 1931-1936*, Brighton, Sussex Academic Press.

Viñas Á. (dir.) (2012), *En el combate por la historia*, Barcelona, Pasado&Presente.

Viñas Á. (2015), *La otra cara del Caudillo. Mitos y realidades en la biografía de Franco*, Barcelona, Crítica.

3 | Lisse (NDT).

4 | Centre espagnol des amis d'Europe.

lations, les tergiversations, les omissions et les absurdités majeures de ces deux auteurs. Nous prêterons une attention particulière aux chapitres relatifs à deux problématiques : la répression (que la droite continue obstinément à minimiser à tout prix) et le rôle de Franco, à la fois comme prétendu promoteur de la croissance économique, mais aussi comme militaire qui fit durer la guerre afin de mieux écraser une gauche honnie. Le choix s'est porté sur une publication scientifique réputée et électronique⁵, afin de diffuser sans limite la critique. Pour l'honneur de l'histoire, simplement.

Traduit de l'espagnol par Marie-Anne Henneuse
et Cristal Huerdo Moreno

Ont collaboré à ce numéro

César Aguado Renado est docteur en droit constitutionnel, professeur à l'université autonome de Madrid

José Miguel Arranz est licencié en philosophie et lettres, poète, auteur, compositeur et interprète. Son dernier recueil de poésies vient de paraître aux éditions Lastura

Albert Bastenier est sociologue, professeur émérite (UCL), albert.bastenier@uclouvain.be

Bérange Deprez est éditrice aux Presses universitaires de Louvain, berengere.deprez@uclouvain.be

Paul-Augustin Deproost est docteur en philosophie et lettre, professeur (UCL), paul.deproost@uclouvain.be

Xavier Dupret est socioéconomiste et administrateur à l'association culturelle Joseph Jacquemotte

Bernard Duterme est sociologue et directeur du Cetri, duterme@cetri.be

Antón Fernández de Rota est sociologue et docteur en anthropologie sociale et culturelle

Axel Gosseries est maître de recherche FNRS, professeur à l'UCL, axel.gosseries@uclouvain.be

Marie-Anne Henneuse est traductrice littéraire espagnol-français, marie-papusa@hotmail.com

Cristal Huerdo Moreno est traductrice et lectrice en espagnol à l'université Saint-Louis Bruxelles, huerdo@fulladsl.be

Dan Kaminski est docteur en criminologie, professeur à l'école de criminologie de l'UCL, dan.kaminski@uclouvain.be

Gilles Lantéz est journaliste, glantéz@ulb.ac.be

Charles-Henri Nyns est bibliothécaire en chef (UCL), charles-henri.nyns@uclouvain.be

Ana María Primo Pantiga a exercé la traduction pendant plus de vingt ans, ana@connectes.be

Florentina Rodrigo Paredes est enseignante-chercheuse à l'Institut catholique de Lille et directrice du département Langue, Culture et Civilisation étrangère (espagnol). Elle est docteure européenne en Civilisation contemporaine espagnole

Bernard Van Asbrouck est chercheur au Cerepol ULB, bernard.vanasbrouck@gmail.com

Pham Van Quang est docteur en lettres modernes et enseignant à la faculté de Lettres françaises, de l'université nationale du Vietnam à Ho Chi Minh-Ville

Angel Viñas Martín est professeur émérite de l'université Complutense de Madrid

Geneviève Warland est historienne, philosophe, maîtrise de FLE, chargée de cours invitée en histoire UCL et université Saint-Louis Bruxelles, genevieve.warland@uclouvain.be



*Sans la lutte actuelle, je vois du côté fasciste les forces
pénalisées, de l'autre côté le peuple dont les immenses ressources
créatrices donneront à l'Espagne un élan qui étonnera
le monde.*
1936

*Je vois du côté fasciste les forces
le dont les immenses ressources
un élan qui étonnera*

EN VENTE DANS LES LIBRAIRIES SUIVANTES :

BRUXELLES

Kiosque (du Palais de justice), pl. Poelaert 1 (1000)**PUB**, av. P. Héger 42 (1000)**Tropismes**, galerie des Princes 5-11 (1000)**Librairie du Noyer**, rue du Noyer 238 (1030)**Filigranes**, av. des Arts 38 (1040)**Candide**, pl. Brugmann 2 (1050)**L'Air libre**, rue Alphonse De Witte 44 (1050)**Libris**, av. de la Toison d'Or 40 (1050)**Les yeux gourmands**, av. J. Volders 64 A (1060)**Couleur Livres**, av. Jean Volders 22 (1060)**UOPC**, av. G. Demey 14-16 (1150)**La Bascule**, chée de Waterloo 662 (1180)**Licorne**, chée d'Alsemberg 656 (1180)**Alti-Cent**, pl. de l'Altitude Cent 26 (1190)**Cook&Book**, place du Temps libre 1 (1200)**À Livre ouvert**, rue Saint-Lambert 116 (1200)

RIXENSART

Le Chat botté, rue du Monastère 4

LOUVAIN-LA-NEUVE

Agora, Agora 11**Duc-Ciaco**, Grand-Rue 2-14

WATERLOO

Graffiti, chée de Bruxelles 129

LIÈGE

Pax, pl. Cockerill 4**Livre aux Trésors**, rue S. Laruelle 4**Librairie Entre-temps**, rue Pierreuse 15**Librairie des Vennes**, rue des Vennes 44

VERVIERS

Librairie des Augustins, Pont du Chêne 1

NAMUR

Agora, rue E. Cuvelier 53-55**Papyrus**, rue Bas de la Place 16**Point Virgule**, rue Lelièvre 1**Antigone**, pl. de l'Orneau 17 (Gembloux)**Au Bia Bouquin**, av. Jean Marterne 128 (Jambes)**Librairie Étienne Leroy**, chée de Namur 186 (Leuze)

MONT SUR MARCHIENNE

Librairie Huwart, av. P. Pastur 22-24

BASTOGNE

Librairie Croisy, rue du Sablon 131

NEUFCHÂTEAU

Oxygène, rue St Roch 26

MARCHE EN FAMENNE

Livre'S, av. de France 9

MONS

Scientia, passage du Centre 47

LA LOUVIÈRE

L'Écrivain public, rue de Brouckère 45

PARIS

Librairie Wallonie-Bruxelles, 46 rue Quincampoix

LA REVUE NOUVELLE

Avec l'aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
de la Région de Bruxelles-capitale et du Fonds
Wernaers



Membre du réseau EUROZINE, www.eurozine.com

COMITÉ DE RÉDACTION

Albert Bastenier, Baptiste Campion, Donat Carlier, Béatrice Chapaux, Pierre Coopman, Bernard De Backer, Olivier Derruine, David D'Hondt, Jean-François Dumont, Pascal Fenaux, Paul Gérardin, Cristal Huerdo Moreno, Joëlle Kwaschin (rédactrice en chef), Thomas Lemaigre (co-directeur et administrateur-délégué), Renaud Maes, Charlotte Maisin, Aude Merlin, Christophe Mincke (co-directeur), Michel Molitor, Francisco Padilla, John Pitseys, François Reman, Pierre Reman, Carmen Rodriguez (secrétariat, mise en page et mise en ligne), Paul Thielen, François Thoreau, Luc Van Campenhout, Pierre Vanrie, Caroline Van Wynsberghe, Geneviève Warland, Jean-Claude Willame, Paul Wynants

REDACTION, GESTION DES ABONNEMENTS ET DES VENTES

rue du Marteau 19 – 1000 Bruxelles
tél. : 32-(0)2/640 31 07
redaction@revuenouvelle.be
www.revuenouvelle.be

ABONNEMENTS

institutions : 100 € – normal : 85 €
étudiants/enseignants/alloc. sociaux : 65 €
UE : 119 € (htva) – hors UE : 130 €
paiement par mensualités possible
ING : BE79 3100 8279 3933

GRAPHISME

Novalorama

IMPRESSION

Ciaco LLN

ÉDITEUR RESPONSABLE

Thomas Lemaigre,
rue d'Irlande 35 à 1060 Bruxelles